

RACINES

Recherches
Actions
Communautaires
Initiatives pour un
Nouvel
Espoir



RAPPORT D'ACTIVITÉS

2017

00229 21 30 21 14

racines@ong-racines.org

www.ong-racines.org

Table des matières

Rapport narratif.....	3
Sigles et acronymes.....	4
Liste des tableaux, graphiques et encadrés	5
Chapitre I : Présentation de RACINES	6
1.1. Création et signification	7
1.2. Vision de développement.....	7
1.3. Mission	7
1.4. Organisation	7
1.5. Logique d'intervention	7
1.6. Principes et valeurs.....	7
1.7. Principaux secteurs d'activités.....	8
1.8. Zones d'intervention	8
1.9. Budget annuel.....	8
1.10. Partenaires techniques et financiers	8
1.11. Collectifs et réseaux d'appartenance.....	8
1.12. Reconnaissances et agréments.....	8
Chapitre II : Bilan des activités menées	9
SECTEUR EDUCATION	10
2.1. Rappel des objectifs et orientations stratégiques	111
2.2. Projets mis en œuvre et partenaires.....	111
2.3. Point des réalisations de l'année.....	111
SECTEUR SANTE	211
2.4. Rappel des objectifs et orientations stratégiques	222
2.5. Projets mis en œuvre et partenaires.....	22
2.6. Principales réalisations par axe d'intervention	232
2.7. Difficultés et approches de solutions.....	28
2.8. Perspectives.....	288
SECTEUR ENVIRONNEMENT	29
2.9. Rappel des objectifs et axes d'intervention	300
2.10. Projets mis en œuvre et partenaire.....	300
2.11. Localités touchées par l'intervention	30
2.12. Principales réalisations menées.....	300
2.13. Difficultés et perspectives.....	322
2.14. Témoignage de quelques bénéficiaires	333
GOUVERNANCE ET DÉVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL	344
2.15. Fonctionnement des organes.....	35
2.16. Activités de visibilité et de renforcement institutionnel.....	355
2.17. Missions de partenaires	366
2.18. Equipe de réalisation et formations	366
Rapport financier.....	39

RAPPORT NARRATIF

Sigles et acronymes

ADIS	Accompagnement, Dépistage, Informations et Solidarité
AFD	Agence Française de Développement
AG	l'Assemblée Générale
AGR	Activités Génératrices de Revenus
AIDR	Alliance Internationale de Développement et de Recherche
APE	Associations des Parents d'Elèves
ARV	Anti Rétroviraux
CA	Conseil d'Administration
CAPE	Coordination des Associations des Parents d'Elèves
CBO/EPT	Coalition Béninoise des Organisations pour l'Education Pour Tous
CEG	Collège d'Enseignement Général
CP	Conseiller Pédagogique
CPN	Consultation Prénatale
COSACUP	Collectif des Organisations Non Gouvernementales Signataires d'Accord Cadre avec le Gouvernement et/ou reconnues d'Utilité Publique
DE	Direction Exécutive
DIU	Dispositif Intra Utérin
ELSA	Ensemble Luttons contre le Sida en Afrique
EM	Ecoles Maternelles
ETP	Education Thérapeutique
GAS	Groupe d'Appui et de Solidarité
GS	Gouvernement Scolaire
HSH	Hommes Sexe Hommes (hommes ayant des rapports avec les hommes)
IEC	Information, Education, Communication
IO	Infections Opportunistes
IST	Infection Sexuellement Transmissible
JEA	Journée de l'Enfant Africain
MEMP	Ministère des Enseignements Maternel et Primaire
MESTFP	Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle
OCAL	Organisation du Corridor Abidjan-Lagos
ODD	Objectifs de Développement Durable
OEV	Orphelin et enfant vulnérable
OICEB	Organisation Inter-Communale de l'Education du Bénin
ONG	Organisation non Gouvernementale
PADOE 3	Programme Amélioration et Diversification de l'Offre Educative en Afrique de l'Ouest, phase 3
PAG	Programme d'Actions du Gouvernement
PAMES	Plan d'Aménagement de l'Espace Scolaire
PASEC	Programme d'Analyse des Systèmes Educatifs de Confemen
PAPPE	Projet d'Appui à la Protection et à la Préservation de l'Environnement
PAV	Plan d'Action Volontariste
PCR	Polymérase Chain Réaction
PDV	Perdus de Vue
PE	Pair Educateur
PEC	Prise en charge
PF	Planning Familial
PNLS	Programme National de Lutte contre le Sida
PSI/ABMS	Population Services International/Association Béninoise pour le Marketing Social
PSLS	Programme Santé de Lutte contre le Sida
PTA	Plan de Travail Annuel
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PTME	Prévention de la Transmission Mère – Enfant
PVVIH	Personne Vivant avec le Virus de l'Immunodéficience Humaine
RACINES	Recherches, Actions Communautaires, Initiatives pour un Nouvel Espoir
RAEE	Réseau Afrique Enfance Epanouie
ReSPESD	Réseau des Structures de Protection des Enfants en Situation Difficile
RUP	Responsable Unité Pédagogique
SIDA	Syndrome de l'Immuno Déficience Acquise
SSR	Santé Sexuelle et de Reproduction
UNICEF	Fond des Nations Unies pour l'enfance
UP	Unité Pédagogique
VAD	Visite A Domicile
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine

Liste des tableaux, graphiques et encadrés

Tableau 1 : Projets mis en œuvre et partenaires dans le secteur éducation.....	11
Tableau 2 : Situation des jeux extérieurs octroyés au cours de l'année 2017	11
Tableau 3 : Projets mis en œuvre et partenaires dans le secteur de la santé.....	22
Tableau 4 : Evolution de quelques indicateurs santé/VIH au cours des 3 dernières années en santé	27
Tableau 5 : Projet mis en œuvre et partenaire dans le secteur de l'environnement.....	30
Tableau 6 : Répartition du personnel par secteur et par zone en 2017	36
Tableau 7 : Point des formations du personnel de RACINES au cours de l'exercice 2017	37
Tableau 8 : Rapport financier pour l'année 2017	40
Graphique 1 : Volume des dépenses par activité.....	41
Graphique 2 : Volume des dépenses par bailleurs	41
Graphique 3 : Poids des bailleurs dans le financement de la PEC des PVVih.....	41
Graphique 4 : Poids des bailleurs dans le financement de la Prévention	41
Graphique 5 : Poids des bailleurs dans le financement de l'EFAE	42
Graphique 6 : Poids des bailleurs dans le financement de la Gouvernance et droit.....	42
Graphique 7 : Poids des bailleurs dans le financement de la Gouvernance Associative	42
Graphique 8 : Evolution en FCFA du Budget annuel réel entre 2009 et 2018.....	42
Encadré 1 : Quelques chiffres importants sur le PADOE-3	17
Encadré 2 : Quelques chiffres sur les activités de sensibilisation et distribution de préservatifs.....	23
Encadré 3 : Quelques chiffres sur l'accompagnement psychologique et socio professionnel à Savalou.....	26

Chapitre I : Présentation de RACINES

1.1. Création et signification

RACINES (Recherches, Actions Communautaires, Initiatives pour un Nouvel Espoir) est une association béninoise créée le 30 Octobre 1999, enregistrée au Ministère de l'Intérieur sous le N° 2001/069/MISAT/DC/SG/DAI/SAAP-ASSOC du 15 février 2001 et publiée à la page 134 du Journal Officiel du 15 février 2001. Elle a été l'initiative de jeunes cadres béninois soucieux de participer au développement de leur pays. Le choix du nom RACINES, au-delà du sigle, traduit pour ces derniers ; la nécessité que tout développement durable prenne sa source à la base, donc à la racine.

1.2. Vision de développement

RACINES se veut être une association professionnelle, communicante, valorisant au mieux ses compétences et expériences à travers des initiatives stratégiques réfléchies et suivies ainsi que des mécanismes appropriés de financement de sa politique.

1.3. Mission

L'Association a pour mission de promouvoir un développement durable au sein des communautés parmi les plus vulnérables, dans une logique d'implication active des populations concernées, notamment dans les domaines de l'Education, la Santé, la Sécurité Alimentaire, la Micro finance, la Recherche et l'Appui - Conseil aux organisations. Réalisatrice durable de certaines de ses actions, RACINES se donne aussi pour mission d'appuyer d'autres structures ou acteurs locaux de développement dans une logique de médiation ou d'assistance technique.

1.4. Organisation

Les trois (3) organes de RACINES sont : l'Assemblée Générale (AG), le Conseil d'Administration (CA) et la Direction Exécutive (DE).

- L'Assemblée Générale est l'organe suprême de décision de l'Association. Elle définit la politique globale et les orientations de l'Association.
- Le Conseil d'Administration est l'organe d'administration de RACINES. Il veille à l'exécution des décisions de l'Assemblée Générale, approuve et vote le budget de fonctionnement de l'Association et représente ses intérêts auprès des partenaires et autres institutions.
- Enfin, la Direction Exécutive est l'organe opérationnel permanent de l'Association. Elle est responsable de l'animation et de l'exécution technique et financière de la politique, des projets et programmes de l'Association.

Outre cette organisation interne, les comptes de l'association sont audités chaque année par un cabinet d'expertise comptable mandaté par le Conseil d'Administration.

1.5. Logique d'intervention

L'approche d'intervention de RACINES est essentiellement centrée sur l'implication et la participation active des populations, des communautés cibles et des divers acteurs susceptibles d'être impactés directement ou indirectement par ses actions. RACINES accompagne les acteurs à pouvoir être autonomes, capables d'initier, de conduire, de suivre et d'évaluer leurs propres actions de développement.

RACINES s'inscrit dans une démarche d'accompagnement de l'Etat dans la mise en œuvre de ses politiques sectorielles. Enfin, pour une meilleure efficacité de ses interventions, RACINES est favorable à la mise en commun des synergies entre acteurs techniques à travers le développement de partenariats.

1.6. Principes et valeurs

RACINES fonde son engagement et son mandat humanitaire sur trois (3) principes :

- Priorités aux plus démunis ;
- Durabilité des actions ;
- Pérennisation des actions.

L'association défend quatre (4) valeurs fondamentales que sont :

- Professionnalisme ;
- Respect de l'autre ;
- Intégrité ;
- Partage.

1.7. Principaux secteurs d'activités

L'Education, la Santé et l'environnement constituent aujourd'hui les trois principaux secteurs d'activités de RACINES. En outre, RACINES fait du genre et de l'autonomisation des femmes, des thématiques transversales dans toutes ses interventions et envisage également de s'investir dans la sécurité alimentaire et le changement climatique.

1.8. Zones d'intervention

Les interventions de RACINES sont aujourd'hui concentrées dans trois départements avec 15 communes touchées : le département du Littoral (Commune de Cotonou), le département de l'Atlantique (communes de Ouidah, Kpomassè, ToriBossito, Abomey-Calavi, Sô-Ava, Zê, Allada, Toffo) et le département des Collines (Communes de Savalou, Bantè, Dassa, Glazoué, Panhouian, Savè).

1.9. Budget annuel

Le budget global de l'association pour le compte de l'année 2017 s'élève à **deux cent quatre-vingt-sept millions cent deux mille six cent quatre-vingt-dix francs** (287 102 690 F) CFA soit une augmentation de 6,36% par rapport à celui de l'année précédente qui s'élève à 269 940 119 FCFA.

1.10. Partenaires techniques et financiers

- Partenaires Nationaux : MEMP, MESFTP, MS, Aide et Action-Bénin, Plan International Bénin, PSI/ABMS.
- Partenaires Etrangers/Agences bilatérales : Association Partage; Sidaction, Solidarité Sida, Fondation de France, Association GAS, OCAL, Agence Française de Développement (AFD), Fonds Mondial.

1.11. Collectifs et réseaux d'appartenance

RACINES est membre de :

- Coalition Béninoise des Organisations pour l'Education Pour Tous (CBO/EPT) ;
- Social Watch Bénin, Réseau des acteurs de la société civile pour le contrôle citoyen de l'action publique en Afrique Francophone ;
- Collectif des Organisations Non Gouvernementales Signataires d'Accord Cadre avec le Gouvernement et/ou reconnues d'Utilité Publique (COSACUP) ;
- Alliance Nationale pour la Santé
- Réseau Afrique Enfance Epanouie (RAEE)
- Réseau des Structures de Protection des Enfants en Situation Difficile (ReSPESD)
- Alliance Internationale de Développement et de Recherche (AIDR)

1.12. Reconnaissances et agréments

RACINES dispose des actes ci-après :

- Accord Cadre signé le 6 juin 2008 avec le Gouvernement de la République du Bénin.
- Lettre d'agrément N° 1411/MEPS/CAB/DC/SGM/DPP/SEP/SA du 22 mars 2005 obtenue auprès du Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire ;
- Lettre d'agrément N° 387/M/SG-SPDE du 19 août 2005 obtenue auprès de la mairie de Savalou ;
- Lettres d'engagement et de soutien politique des mairies de Savalou et de Bantè dans le cadre des actions éducatives mises en œuvre dans les deux (2) communes.
- Accord de partenariat N° 617/MEMP/DC/SGM/DDEC/SC/SP du 06 mars 2013
- Lettre de félicitation N° 181/MCRI/DC/SGM/DPDS/SA du 05 mars 2015.

Chapitre II : Bilan des activités menées



SECTEUR EDUCATION



2.1. Rappel des objectifs et orientations stratégiques

2.1.1. Objectif global du secteur

Améliorer l'offre éducative et la qualité de l'apprentissage au profit des enfants, jeunes et adolescents dans les zones d'intervention.

2.1.2. Principales orientations stratégiques

- Développer des initiatives visant à garantir un niveau d'éducation fondamentale aux enfants et aux jeunes (maternel, primaire et secondaire 1^{er} cycle) avec une attention particulière aux alternatives éducatives en faveur des exclus
- Promouvoir la bonne gouvernance dans le secteur de l'éducation
- Contribuer à la promotion des droits des enfants

2.1.3. Contribution à la réalisation des objectifs du PAG et des ODD en matière d'éducation

Les interventions de RACINES dans le secteur de l'éducation contribuent à l'atteinte de l'ODD4 (accès à une éducation de qualité) dans les zones couvertes à travers des signatures d'accords de partenariat (ODD17) au niveau national qu'international. Ce faisant et en lien avec le PAG au niveau national, RACINES participe à la matérialisation des axes 5 du pilier II et 6 du pilier III, intitulés respectivement : (i) transformation structurelle de l'économie à travers ces actions d'amélioration des performances de l'éducation et (ii) amélioration des conditions de vie des populations par le renforcement des services sociaux de base et protection sociale.

2.2. Projets mis en œuvre et partenaires

Tableau 1 : Projets mis en œuvre et partenaires dans le secteur éducation

Titres Projets	Partenaires financiers
Amélioration des conditions de scolarisation des enfants dans les communes de Savalou et de Bantè	Partage
Programme d'amélioration et de diversification de l'offre éducative en Afrique de l'Ouest (mis en œuvre dans les huit 8 communes de l'Atlantique)	Aide et Action International et l'Agence Française de Développement (AFD)

2.3. Point des réalisations de l'année

2.3.1. Education fondamentale¹

Amélioration des conditions matérielles d'apprentissage dans les écoles maternelles et primaires

Comme chaque année, d'importantes actions ont été menées en direction des écoles partenaires tant en matière d'infrastructures scolaires, d'équipements que de matériels ludiques et de fournitures scolaires. Au niveau du préscolaire, 8 écoles ont été dotées en jeux extérieurs afin d'assurer la mise en œuvre des activités d'éveil. Trois parmi elles sont nouvellement accompagnées par RACINES et ne disposaient d'aucun jeu extérieur, bien que ce soit des écoles publiques. Le tableau suivant présente la situation des jeux extérieurs octroyés au cours de l'année 2017.

Tableau 2 : Situation des jeux extérieurs octroyés au cours de l'année 2017

Ecole	Jeu extérieur octroyé	Observations
Aloba	Poutre à équilibre	Ancienne EM
Agongni	Poutre à équilibre	Ancienne EM
Doumè-Lakoun	Balançoire	Ancienne EM
Igbéri	Balançoires	Ancienne EM

¹ Prend en compte les activités menées en faveur du préscolaire, du primaire et du 1^{er} cycle du secondaire

Issalè	Poutre à équilibre	Ancienne EM
Mamatchoké	Balançoires	Nouvelle EM
Adjigo	Balançoires	Nouvelle EM
Sako	Poutre à équilibre	Nouvelle EM

Aussi, les écoles de Issalè et de Coffe-Agballa, situées dans la commune de Savalou ont été cloturées. Les dossiers d'appel d'offre montés en accord avec les populations bénéficiaires, ont précisé toutes les spécifications techniques de chaque construction. Les travaux de construction ont été réalisés au mois d'août 2017 correspondant à la période des vacances scolaires. Toutes les écoles maternelles sont désormais mieux sécurisées, participant ainsi au renforcement de la qualité du cadre d'apprentissage des petits enfants. Dans l'arrondissement d'Atokolibé les écoles maternelles publiques de Malomi et d'Adjigo, autrefois dans un état de délabrement, ont été réfectionnées avec l'implication des populations bénéficiaires. Les enfants sont désormais dans des classes plus sécurisées qui leur offrent plus de confort et les préparent mieux à l'acquisition de nouveaux savoirs.



EM Malomi délabrée



EM Malomi réfectionnée

Précisons cependant que les populations de Malomi, en dépit du délai relativement long accordé pour la mobilisation de leur contrepartie financière pour la réfection de leurs deux salles de classes, n'ont pas réussi à satisfaire à cette exigence. Leur contribution, ajoutée au montant de réfection prévu dans le budget de RACINES n'a permis de réfectionner qu'une salle de classe. Au niveau des deux écoles, les travaux de réfection ont consisté notamment au crépissage de l'intérieur et de l'extérieur des bâtiments, la réalisation de la forme dallage de l'intérieur, la pose de portes et fenêtres, la reprise des charpentes et de la toiture. A l'EM de Malomi, une élévation de mur a été également faite pour permettre aux enfants d'être désormais à l'abri des intempéries en période de pluie et des vents violents. Le prochain enjeu dans ces écoles, sera leur équipement en mobiliers. L'attention des parents d'enfants a été appelé sur cette réalité afin d'éviter que les enfants continuent de s'asseoir à même le sol, même cimenté, pour suivre les activités d'éveil.

Renforcement de l'encadrement pédagogique des enfants

Visites d'appui pédagogique

Ces visites se font tant par les conseillers pédagogiques que par l'animateur chargé du suivi pédagogique de RACINES. Les écoles ont enregistré 33 visites de conseillers pédagogiques (CP) sur les 78 prévues pour l'année 2017. L'écart noté se justifie par la réduction de plus de la moitié de l'effectif du personnel d'encadrement dans la région pédagogique Savalou-Bantè, qui est passé de 6 à 2². Au cours des visites, les CP ont fait des observations sur le plan pédagogique, administratif et ont fait des recommandations. Ces visites ont régulièrement nourri les sessions de formation organisées périodiquement à l'endroit des

² Cette diminution est due au départ à la retraite de certains CP ainsi que les nouvelles reformes du ministère qui limitent à 2 le nombre de CP par circonscription.

enseignants. En plus de leurs visites de routine, les CP ont accompagné quatre (4) enseignants de nos maternelles dans la préparation de leur examen professionnel. Quant à l'animateur de RACINES, il a réalisé, au profit des maternelles, l'ensemble des visites prévues sur l'année soit au total 70.

Les visites ont permis de relever des insuffisances liées à la gestion du temps des activités ; la démarche d'enseignement dans les séquences, la mauvaise exploitation du matériel, l'apprentissage systématique du chant, la non préparation des fiches de cours, l'insuffisance des coins de vie, le défaut de planification. Ces insuffisances ont été abordées lors des recyclages bimestriels organisés à l'intention des enseignants.

Sorties pédagogiques

Au cours de l'année, 45 sorties pédagogiques sont effectuées dans les deux zones soient 21 à Savalou et 24 à Bantè. Les lieux visités sont entre autres les ateliers de coiffure, les centres de santé, les palais royaux, les ateliers de coutures, les ateliers de vulcanisation. Pour les petits enfants, ces sorties pédagogiques constituent un tremplin pour les acquisitions. Elles permettent aux enfants de faire une relation entre les outils réels et les objets de récupération de chaque métier de leur milieu de vie. Ces différentes sorties réalisées au cours de l'année ont été très bénéfiques aux enfants mais aussi aux personnes et structures d'accueil. Car elles donnent un peu plus de visibilité à leurs activités et une bonne image sur leur rapport à l'enfant.

L'encadrement pédagogique des éducateurs des maternelles

Trois types de formations sont prévus dans le dispositif de renforcement des capacités du personnel des maternelles. Il s'agit de la formation annuelle du personnel, des unités pédagogiques et enfin de la formation bimestrielle des animateurs.

Les unités pédagogiques(UP)

Ce sont des regroupements périodiques des enseignants d'une même zone pédagogique, organisés par les circonscriptions scolaires afin de favoriser des échanges d'expériences sur des thèmes spécifiques. Au total 27 UP dont 14 pour ceux de Savalou et 13 pour ceux de Bantè ont été organisées pour le compte de cette année au profit des enseignants des EM RACINES. Les thèmes abordés en vue d'améliorer la qualité de l'enseignement sont : l'observation, la démarche à suivre en communication orale ; les travaux manuels, le passage aux toilettes, l'art plastique à la maternelle, le goûter, la démarche à suivre dans l'éducation du mouvement à la maternelle, la démarche à suivre en pré-mathématiques à la maternelle, le langage, les devinettes à la maternelle, la démarche d'enseignement apprentissage évaluation de l'éducation sensorielle, l'éducation du mouvement : le grimper dans la zone de Savalou, l'accueil.

La formation bimestrielle des enseignants

Au cours de l'année, cinq séances de recyclage ont été organisées autour des thèmes suivants : les ateliers et les coins de vie ; l'observation à la maternelle ; l'évaluation à l'école maternelle ; l'activité de vie pratique à la maternelle ; la pré-écriture à l'école maternelle.

Conduites par l'animateur chargé du suivi pédagogique, ces séances ont eu lieu à Galata, Atokolibé, Aloba et Kotakpa dans la commune de Bantè, et à Issalè, Doumè-Lakoun, Coffé-Agballa, Affé-Zongo et Igbéri dans la commune de Savalou. Elles ont connu la participation de 24 enseignants soient 10 à Bantè, 14 à Savalou ainsi que 2 RUP de chaque zone. Grâce à ces séances, les éducateurs sont mieux outillés à : i) prendre véritablement en compte la spécificité des besoins affectifs, physiologiques et moteurs des petits enfants dans l'apprentissage, ii) mettre en place des situations pédagogiques, des modalités d'apprentissage, des outils d'observation et d'analyse des résultats qui, se démarquant des autres niveaux d'enseignement et donnent à l'école maternelle tout son sens en favorisant les acquis du petit élève.

La session annuelle de recyclage pédagogique

Cette session tenue au mois de septembre a réuni l'ensemble des enseignants des EM. Trois modules ont été développés au cours de la formation.



Session de formation des Animateur.trice.s d'EM

Le premier module a porté sur les activités d'expression plastique au cours desquelles, l'enfant manipule des matériaux locaux pour apprendre à fabriquer, à modeler, à façonner pour aboutir à une réalisation concrète. Elle permet à l'enfant d'extérioriser spontanément ses pensées et ses émotions à travers les activités d'ordre plastique et émotionnelle qui constituent les outils privilégiés de communication des enfants. A l'issue de ce module, les enseignants ont élaboré des fiches modèle qui leur serviront dans la préparation de leur classe.

Le deuxième module a porté sur la sieste à la maternelle. Il s'agit d'une activité, qui paraît souvent banale aux yeux des enseignants, mais très importante pour le développement harmonieux de l'enfant.

Le module 3 a abordé l'accueil à la maternelle. L'accueil est une activité dont la bonne exécution détermine le maintien ou non de la majorité des enfants à l'école maternelle. Vingt-quatre enseignants y ont participé et ont exprimé toute leur satisfaction à l'issue de la formation.

Programme de promotion de la lecture

En 2017, les 18 coins lecture mis en place dans les écoles de Mamatchoké et Atokolibé dans le cadre du projet de promotion de la lecture ont été très animés. Au cours des plages horaires destinées à la lecture personnalisée³, les enseignants exploitent les contenus de ces livres pour aider les enfants à la découverte des histoires qu'ils contiennent. Au total, 984 enfants ont participé aux animations au cours de l'année. Le suivi a permis de noter une nette amélioration de la capacité des enfants à lire et à s'exprimer sur ce qu'ils ont lu. Pour rapprocher beaucoup plus les enfants du livre, des groupes de lecture par tutorat ont aussi été créés. Autour des enfants meilleurs lecteurs se sont formés des groupes d'enfants qui emportent des livres à la maison pour se perfectionner en lecture.

Ainsi, de 81 à Atokolibé et 60 à Mamatchoké en début de l'expérience, le nombre d'enfants tuteurs est passé, 5 mois plus tard, respectivement à 152 à Atokolibé et 83 à Mamatchoké soit un taux de progression de 88% à Atokolibé et 38 % à Mamatchoké. Aussi, il a été organisé dans 20 écoles, une semaine de la lecture. Environ 6000 enfants ont été touchés par cette activité qui a permis de doter 225 enfants en kits scolaires. Les activités retenues pour agrémenter cette semaine de lecture sont : la lecture dirigée (chaque élève choisit dans le livre, le texte qui l'intéresse et le lit devant ses camarades) ; la lecture silencieuse (l'enfant lit le texte choisi et répond après lecture aux questions posées par le maître sur le texte). Dans les classes du CE2 au CM2, en plus de la lecture dirigée et silencieuse, un concours de lecture a été organisé et les meilleurs lecteurs ont été primés.

Les enseignants et directeurs des écoles bénéficiaires de l'initiative ont marqué toute leur reconnaissance au regard de tout le bien tiré de cette expérience dans le renforcement de leur pratique pédagogique et leurs efforts pour relever le niveau en français des enfants. Beaucoup d'enfants, très enthousiastes sont déjà impatients de participer à une autre édition de cette semaine de lecture.

Par ailleurs, dix-huit (18) enseignants de 3 nouvelles écoles ont été formés, avec l'appui du chef de région pédagogique (CRP) sur l'approche de lecture tutorée. Pendant deux jours, ils ont reçu des connaissances sur l'animation des coins lecture dans les salles de classe, l'animation des séances de lecture, la mise en place et l'animation des groupes de lecture par tutorat. Leurs écoles devraient dès 2018 bénéficier de dotations en livres afin de mettre en pratique la formation reçue.

Initiation des enfants aux activités manuelles

Les activités manuelles⁴ ont été mises en place, avec l'appui des maîtresses artisanes, dans 28 classes des cours élémentaires deuxième année (CE2) et cours moyen première année (CM1) dans 14 écoles primaires partenaires. Il s'agit des EPP Kannanhoun, DoumèLakoun A, DoumèLakoun B, Akpaki, Issalè, Igbéri A et Igbéri B, Kadjotché A et Kadjotché B, Gouka, Atokolibé et Adjigo. A travers ces activités qui occupent en moyenne 2 heures par



³ L'enseignant accorde un temps de travail à chaque enfant

⁴ Ce sont des activités artisanales qui visent à développer des compétences artisanales chez les enfants

semaine, les enfants parviennent déjà à produire divers objets tels que des nappes de table, des habits de bébé.

Promotion de la scolarisation des filles

Vingt-quatre élèves filles, ayant occupé la première place de leur promotion respective (2016-2017), ont été primées au mois d'octobre 2017, dans leurs différents établissements scolaires. Les cérémonies de remises de lots se sont déroulées en présence de tous les élèves, les membres de l'administration et le personnel enseignant. En plus de lots constitués de fournitures scolaires et d'ouvrages au programme, un panneau a été réalisé sur lequel est inscrit dans chaque établissement, les noms, prénoms, moyenne obtenue ainsi que la photo de chaque lauréate. Ceci permet de susciter auprès des autres élèves notamment les filles, l'émulation nécessaire à un bon rendement scolaire. La cérémonie a été l'occasion pour sensibiliser les filles sur les questions de santé sexuelle et reproductive et principalement la fréquence des grossesses non désirées en milieu scolaire, principalement facteur de déscolarisation au niveau des élèves filles.

Amélioration de l'environnement socio sanitaire dans les écoles

L'atteinte de cet objectif passe par diverses activités telles que les campagnes de déparasitages des enfants, les sessions de formations des acteurs, le suivi périodique des comités de santé et des femmes restauratrices, l'appui en matériels et équipements et, l'appui aux cas sociaux.

Ainsi donc, on peut retenir comme principales réalisations pour le compte de cette année :

- Deux campagnes de déparasitage sur trois prévues avec 11 000 enfants touchés. La troisième campagne de l'année a été annulée car le ministère de la santé en a organisé une contre la bilharziose et la carence en vitamine ;
- Une formation sur l'éducation à la santé au profit de 72 nouveaux directeurs et enseignants des écoles partenaires ;
- 630 enfants des comités de santé dans 35 écoles ainsi que 27 femmes restauratrices formés sur divers thèmes à savoir : l'hygiène corporelle et vestimentaire, les maladies diarrhéiques, le paludisme, l'entretien de l'école et des alentours immédiat et l'alimentation variée et équilibrée, la sécurisation des mets, le respect des mesures d'hygiène et la propreté autour des repas ainsi que sur la réglementation en vigueur en matière de distribution de nourriture aux élèves ;
- Une visite de suivi trimestriel à chaque restauratrice a permis de porter à fin décembre 2017 à 67% le taux de femmes restauratrices ayant effectivement réalisé leur visite médicale contre seulement 40% en février ;
- 12 postes de lavage des mains confectionnés et attribués aux écoles partenaires.

Après plusieurs années de mise en œuvre des activités de santé préventive, une évaluation a été réalisée cette année pour en mesurer les effets. Cette évaluation a révélé que d'importants changements positifs ont été observés au niveau des acteurs. L'indice de respect des règles d'hygiène dans les écoles partenaires qui était à 36,11% au premier semestre est actuellement remonté à 59% à fin décembre 2017, une évolution certes lente mais positive. Toutefois, des efforts méritent encore d'être faits sur certains aspects. En effet, il existe encore quelques écoles où le réflexe de la formation périodique des comités de santé n'est pas encore installé. Cette situation est favorisée par les mutations qui interviennent au sein de l'effectif du personnel enseignant. L'utilisation systématique des latrines reste un réflexe sur lequel il faudra aussi travailler. Cependant, l'initiative de l'assainissement du milieu scolaire est spontanée dans l'ensemble des écoles. Des problèmes d'indisponibilité d'eau ont été observés par endroit et les femmes ont été à nouveau sensibilisées sur la nécessité de rendre disponible l'eau sur les sites de vente de nourriture afin de permettre aux enfants de se laver les mains avant et après le manger. Certaines femmes ne disposent pas, jusqu'ici, de caissons pour protéger la nourriture, ni de blouse. Les sensibilisations se poursuivront en vue de l'amélioration de la situation.

Par ailleurs, mille cent quatre-vingt-trois (1183) enfants ont été visités cette année de façon systématique. Soixante-dix-huit (78) cas d'irrégularité et soixante-quatre (64) cas d'abandon ont été recensés. Grâce à l'accompagnement et les sensibilisations faites à l'endroit desdits enfants et de leurs parents, 19 enfants ont été ramenés à l'école, 5 sont allés s'installer avec leurs parents au champ, 1 est admis en apprentissage. Les autres cas d'abandon sont dus au déménagement de leurs parents. Quatorze autres enfants, presque

au bord de l'abandon scolaire, ont vu leurs parents sensibilisés et avec le concours des chefs de villages et autres personnes ressources du milieu, ont repris le cours normal de leur scolarité. Au cours de l'année, 977 enfants ont bénéficié d'accompagnement selon leurs besoins. 826 ont été appuyés directement en fournitures scolaires, 120 autres ont été primés pour diverses performances enregistrées et 3 ont été pris en charge sur le plan sanitaire.

Amélioration de la gouvernance du secteur au niveau local et national

Dans le département des collines, la coordination des Associations des Parents d'Elèves de Bantè, composée de 13 membres, a bénéficié d'une session de deux (2) jours de formation sur des thématiques relatives aux rôles et mission de la coordination, aux droits des enfants ainsi que la réglementation en matière de gestion du matériel des établissements. En prélude aux séances de restitution des acquis de la formation à leurs APE de base, un plan de formation a été élaboré pour servir de feuille de route aux membres CAPE.

Aussi, 3 rencontres du cadre de concertation multi acteurs sur 4 prévues ont été organisées. La seule non tenue est due au manque de disponibilité des membres du cadre dans la commune de Bantè. Les principaux sujets abordés sont relatifs notamment à l'amélioration des conditions de travail des jeunes enfants des maternelles et la réflexion sur la pérennisation des actions dans un contexte où l'Etat éprouve de plus en plus de difficulté à déployer du personnel enseignant dans les écoles ouvertes et autorisée parfois depuis 5 à 7 ans.

Au niveau des écoles soutenues dans le département de l'Atlantique, l'année 2017 a été consacrée en partie au suivi des activités d'OICEB. Ainsi, le programme ADOE-3 a rendu possible la réalisation d'importantes activités à savoir : la tenue d'un atelier de relecture et d'adoption des textes révisés par le bureau, l'organisation d'AG extraordinaire d'adoption des textes révisés par le bureau, le suivi et à la mise en œuvre de son plan de communication et de plaidoyer pour sa visibilité, l'organisation de réunions ordinaires statutaires, l'actualisation du PTA, l'organisation d'une émission radiophonique sur l'éducation inclusive, une rencontre avec les PTFs pour renforcer leur visibilité et enfin une réédition de compte aux Comités Communaux de l'éducation qui sont les démembrements à la base..



Vue partielle des participants à l'AG de l'OICEB



Le Directeur de RACINES (à gauche) et le Pdt de l'OICEB (à droite)

2.3.2. Gouvernance éducative et promotion des droits

Formation des enfants à la citoyenneté.

Après la mise en place des gouvernements scolaire l'année dernière, RACINES a appuyé ces organes, cette année dans l'élaboration et l'exécution de Plans d'Actions Volontaristes (PAV) Il s'agit essentiellement des activités de jardinage mises en place par ces enfants dans leurs écoles. A travers ces activités, ils participent à la vie et à la gestion de leur école et se mettent aussi au cœur de ce qu'ils apprennent en classe. Ces différentes activités permettent aussi aux enseignants de dérouler plus facilement les cours (en mathématique comme en ES ou EST, etc...) avec des supports visuels mis en place par les élèves eux-mêmes. Le Directeur Départemental des Enseignements maternel et Primaire, en compagnie de l'OICEB, a d'ailleurs effectué une tournée dans l'ensemble de ces écoles ; tournée au cours de laquelle il a doté chaque gouvernement de divers matériels d'assainissement.



Le DDEMP en visite aux Gouvernements Scolaire enfants contents de leur production

Encadré 1 : Quelques chiffres importants sur le PADOE-3

Quelques chiffres importants sur le PADOE-3

20 Gouvernements Scolaires mis en place dans les 08 communes de l'Atlantique pour environ 560 enfants formés (200 membres des GS et 360 députés), 120 enseignants touchés, 132 membres du bureau APE formés (24 membres formés et les autres formés par leurs pairs), 20 Plans d'Actions Volontaristes élaborés et mis en œuvre par les gouvernements scolaires.

Mise en place et accompagnement des clubs de défenses des droits

Cinq (5) clubs de défense des droits des enfants sont mis en place, notamment dans les écoles de Tchetti, Kanahoun, Aloba et Galata. Formés sur les questions de droits et devoirs des enfants, à partir des dispositions du nouveau code de l'enfant, les clubs ont réalisé plusieurs interviews et reportages et animé plusieurs émissions sur les antennes des deux radios locales de Savalou (Oré-Ofê et Cité Fm). Au total 12 émissions réalisées sur 10 prévues. Ces émissions ont porté sur le droit à l'identité, le droit à l'éducation, à l'alimentation, à la santé, à un abri, aux loisirs et le droit à un environnement sain. Les clubs ont également réalisé deux séances de sensibilisation avec leurs pairs sur les mêmes thèmes liés notamment aux droits. Le nombre de personnes touchées par ces émissions radiophoniques est évalué à 18 000.

De même, il a été mis en place des groupes relais dans les collèges des communes de Savalou et Bantè. Chaque groupe constitué d'au plus 10 élèves, est formé en début de rentrée scolaire sur des thématiques en rapport avec la santé sexuelle et reproductive, la prévention des IST/Sida ainsi que sur les techniques d'animation et de causeries entre jeunes et adolescents. Chaque groupe de pairs a réalisé 7 groupes de parole avec une périodicité mensuelle.

Les pairs éducateurs/éducatrices (PE) sensibilisent quotidiennement leurs camarades sur les sujets en rapport avec la promotion de la santé sexuelle et reproductive (SSR) ainsi que la prévention des IST/Sida. Des référencement sont ensuite faits vers le centre jeunes de RACINES où les jeunes viennent compléter leurs informations en SSR et IST/Sida, se prêter au test de dépistage du Sida ou se mettre, avec l'aide d'une infirmière, sous une méthode de contraception afin d'éviter les grossesses précoces et non désirées.

Par ailleurs, ces groupes relais ont pu organiser, avec l'appui technique de RACINES, des séances de sensibilisation contre la recrudescence des grossesses précoces enregistrées dans les collèges. Au total, 21 séances ont été réalisées avec 2405 élèves touchés dans les 3 collèges ciblés. Divers jeux de sociétés

adaptés aux jeunes sont aussi utilisés comme supports de sensibilisation lors de ces séances qui sont de véritables cadres d'expression pour les jeunes.

Promotion du leadership féminin

RACINES a installé six clubs de filles leaders dans les CEG 1, 2, 3, Doumè et Ottola à Savalou et le CEG Gouka à Bantè. Chaque club a été formé sur plusieurs thématiques à savoir : le développement personnel, le leadership féminin, l'autonomisation de la fille et de la femme comme facteur de développement, le pouvoir d'agir et le plaidoyer. Ces formations ont été conduites par une spécialiste en renforcement de capacités des femmes. Avec l'appui de RACINES, ces clubs ont conduit des plaidoyers en direction des autorités sur le défaut d'éclairage des salles de classe, l'insuffisance de points d'eau et de poubelles dans les collèges. Aussi, ces clubs ont mené, au CEG Doumè, une séance de sensibilisation sur les IST/VIH; au CEG Gouka, l'organisation d'une séance de sensibilisation sur la dépigmentation ;

Célébration de la journée de l'enfant africain

RACINES a organisé plusieurs activités avec ses partenaires des départements de l'Atlantique et des collines dans le cadre de la célébration de cette journée dont le thème retenu cette année est : **« Accélérons la protection, l'autonomisation et l'égalité des chances des enfants en Afrique d'ici 2030 »**.

Dans les collines, diverses activités ont été menées en partenariat avec l'ONG sœur Le BACAR afin de sensibiliser l'opinion sur les droits des enfants. Il s'agit :

i) d'un tournoi de football féminin, ii) d'un concours d'orthographe dénommé « écris-moi » avec la participation de 40 enfants issus des deux communes savalou et Bantè et enfin iii) de 8 sessions de jeux itinérants mises en place au profit des écoliers des zones d'interventions.

Ces tribunes ont permis de sensibiliser les enfants ainsi que les adultes présents, sur leurs droits principalement mais aussi sur leurs devoirs. Les écoles de Gouka-zongo, Coffe-agballa, Doumè-centre, Issale, Savalou-gbaffo, Mayamon, Odokoto et Aloba ont de façon itinérante, accueilli les jeux qui ont permis à environ 5000 enfants d'exprimer leur potentiel dans une ambiance festive, à travers les divers jeux installés et d'emporter de nombreux cadeaux. Ces divers jeux constituent pour les enfants des moments privilégiés pour exprimer tout leur potentiel créatif. Tous les enfants des écoles touchées, des plus petits (des classes de CI et CP) aux plus grands (CM), ont pleinement profité de ces moments de gaieté.

Cette journée a également permis aux différents acteurs d'échanger sur la question de la protection des droits des enfants. Les enfants ont offert un plaidoyer vibrant à l'endroit des garants de leurs droits tels que les maires, les autorités de police, les autorités judiciaires et les autorités gouvernementales qui ont à leur tour, pris l'engagement de renforcer les actions déjà mises en œuvre.

Dans les communes bénéficiaires de l'Atlantique cette célébration a été l'occasion pour les GS de porter vers les autorités compétentes de leurs localités respectives des doléances concoctées sur la base des problèmes qui se posent à eux dans leurs écoles. A cette occasion, des caravanes ont été organisées par les écoliers et les encadreurs des écoles à Gouvernements Scolaires et ont été achevées par des plaidoyers sur la situation peu reluisante des enfants en Afrique en général et en particulier au Bénin.

Ces différentes activités interpellent sur l'application et le respect de certains droits des enfants comme : le droit à la participation, le droit à la parole et le droit à une éducation inclusive de qualité.

En outre, les 20 GS des 8 communes de l'Atlantique ont commémoré cette année la journée de l'arbre ainsi que celle de l'Enfant Africain. La 33^{ème} journée de l'arbre, a été une occasion pour ces enfants de contribuer à l'embellissement du cadre éducatif formelle. Dans ce

Caravane à l'occasion de la JEA dans l'Atlantique



Mise en terre de plants par les GS



cadre, ils ont mis en terre 200 plants de campêcher pour servir de clôture pour certaines de leurs écoles.

Promotion de la non-violence à l'école

Bien qu'en régression, quelques cas de sévices et de violences continuent d'être notés dans les écoles avec comme conséquences un fort taux de déscolarisation surtout dans les rangs des filles. Afin de contribuer à freiner ce phénomène, RACINES a initié plusieurs activités ensemble avec les différents acteurs scolaires. Ainsi donc, une formation a été organisée au profit de 117 enseignants des arrondissements de Doumè (commune de Savalou) et de Gouka (commune de Bantè). Les participants ont été entretenus sur les causes profondes et inconscientes de l'usage systématique du châtiment corporel. Ils ont été informés sur la cadre de réglementation en la matière. Cette session a d'ailleurs été sanctionnée par une évaluation au terme de laquelle 68% des enseignants ont pris l'engagement ferme de cesser les châtiments corporels et d'expérimenter exclusivement les méthodes alternatives aux châtiments corporels. 30% ont pris l'engagement de réduire considérablement les châtiments. 2% en revanche ont clairement exprimé leur opposition à l'arrêt du châtiment corporel à l'école.

Echange avec les enseignants sur la non-violence à l'école



2.3.3. Alternatives éducatives

Avec la mise en place du Programme de Cours Accélérés développé par l'UNICEF dans la commune de Savalou. RACINES s'est vite réjoui à l'idée d'en tirer le maximum de profit pour orienter les déscolarisés déjà recensés vers cette nouvelle alternative. Car, l'un des avantages de cet outil est qu'il permet aux enfants, d'être à la fois inscrit en apprentissage de métier mais aussi de poursuivre les cours en vue du renforcement de leur niveau et l'obtention du CEP. Le PCA est implémenté dans deux arrondissements de la commune de Savalou (Abado et Doumè). Au début, plus d'une centaine d'inscriptions ont été enregistrées sur les deux sites mais au fil du temps et dans moins de 4 mois, l'effectif s'est littéralement effondré allant de la centaine à moins de 30. Des réunions avec différents acteurs ont été tenues et RACINES s'est impliquée dans la recherche de solutions aux problèmes qui se posent. RACINES a d'ailleurs pu inscrire au PCA une quinzaine d'apprentis dont elle a par ailleurs financé les frais d'apprentissage. Malheureusement, le programme n'ira pas plus loin car la Mairie de Savalou n'a pas été en mesure d'honorer son engagement de prendre le relais dans le paiement des indemnités des animateurs dès la deuxième année du projet. Cet état de chose porte un préjudice aux projections de RACINES en matière d'accompagnement et d'orientation vers des alternatives éducatives. Des réflexions à l'interne sont en cours pour voir ce qu'il convient de faire au regard du nouvel environnement. Dans la commune de Bantè, le programme n'a même pas démarré du fait du manque d'intérêt par des autorités pour le programme.

En matière d'insertion professionnelle des jeunes, douze (12) contrats (6 dans l'ouest de Savalou, 1 à Savalou-centre et 5 à Gouka dans la commune de Bantè) ont été signés cette année avec les parents et les patrons d'atelier portant à 45, le nombre de contrats d'apprentissage signés et cofinancés. Quatre métiers sont choisis par les bénéficiaires à savoir : la couture, la coiffure homme et dame, la vulcanisation et le froid. Tous ces apprentis ont bénéficié de visites régulières. Des cas d'absences répétées ont été notés et des discussions ont été menées avec les enfants pour comprendre les raisons de ces situations. Les parents des enfants qui parfois sont à la base de ces absences ont été sensibilisés. En dépit des actions de suivi, 3 cas de grossesse ont été enregistrées. Une de ces filles, apprentie en coiffure a abandonné.

Enfin, 38 apprentis sur les 44 ont suivi une formation sur l'entreprenariat organisée en leur intention. Cette formation avait pour objectif précisément de leur donner des notions sur l'épargne, la gestion de leurs ressources, leurs stocks et sur l'investissement. A cet effet, quelques outils simplifiés ont été confectionnés pour leur permettre de tenir une caisse. Par ailleurs les apprentis ont été entretenus sur les comportements positifs à adopter dans leur cadre d'apprentissage. La prochaine formation prévue pour 2018 doit permettre

d'approfondir les bases jetées lors de cette formation. Les patrons d'ateliers seront également associés à cette formation car ils ont fortement exprimé le besoin.

2.3.4. Difficultés et approches de solutions

- La plupart des collèges accompagnés dans les Collines ont vite terminé les programmes et ont donc arrêté les cours un peu plus tôt que prévu. Ceci a perturbé un tant soit peu les activités avec les différents clubs accompagnés. Toutefois, une communication de proximité a permis d'atteindre un niveau acceptable dans le programme préétabli et même de récompenser les meilleures filles des établissements touchés.
- Par ailleurs, il est noté une réduction du nombre de visites des conseillers pédagogiques dans les écoles primaires partenaires, due à la diminution drastique de l'effectif du personnel d'encadrement. Pour pallier cette difficulté, l'animateur pédagogique a renforcé ses visites à l'endroit des écoles et s'est fait le devoir de se rapprocher plus souvent des CP afin de recevoir des conseils au besoin.
- Aussi, la collaboration avec les services étatiques et communaux a-t-elle connu quelques difficultés du fait de l'instabilité des acteurs souvent mutés vers d'autres services. La même difficulté a également été enregistrée dans le cadre de la mise en œuvre du programme ADOE dans l'Atlantique. Du fait du changement des acteurs en charge de la gestion dudit programme au niveau de l'AFD, des retards ont été notés dans les décaissements de fonds. Mais, grâce à l'appui de Aide et Action, des solutions ont pu être trouvées et ont permis l'exécution du PTA 2017.



SECTEUR SANTE



2.4. Rappel des objectifs et orientations stratégiques

2.4.1. Objectif global du secteur

Accompagner le cadre stratégique national en matière de lutte contre le VIH pour la réduction de l'incidence de l'infection dans les communes d'intervention.

2.4.2. Principales orientations stratégiques

- Développer des stratégies de prévention du VIH à l'endroit des cibles ;
- Promouvoir l'offre de services de prise en charge globale aux personnes infectées par le VIH ;
- Contribuer à la réduction de la transmission du VIH de la mère à l'enfant chez les femmes ;
- Améliorer la qualité de vie des personnes vivant avec le VIH/sida ;
- Promouvoir une meilleure santé sexuelle et reproductive chez les jeunes, adolescents et femmes VIH.

De ces orientations découlent les axes d'intervention ci-après :

- Prévention des IST/VIH/Sida ;
- Offre de services de SSR aux femmes VIH+, aux jeunes et adolescents ;
- Prise en charge médicale et psychosociale du VIH/Sida ;
- Actions de prévention de la transmission mère-enfant ;
- Renforcement économique des PVVIH.

2.4.3. Contribution à la réalisation des objectifs du PAG et des ODD dans le secteur

Dans ce secteur, RACINES contribue dans ces zones d'intervention à la matérialisation de l'ODD3 (Accès à la santé) au bénéfice des populations vulnérables tout en promouvant la réduction des inégalités (ODD10), en partenariat (ODD17) avec les institutions en charge du secteur et d'autres organismes nationaux et internationaux. Ce faisant, les actions menées dans le secteur concourent à l'atteinte de l'objectif fixé par le gouvernement du Bénin dans son programme d'action à l'axe 6 du Pilier III à travers l'amélioration des conditions de vie des populations par le renforcement des services sociaux de base et protection sociale.

2.5. Projets mis en œuvre et partenaires

Tableau 3 : Projets mis en œuvre et partenaires dans le secteur de la santé

Titres Projets	Partenaires financiers
Prévention et prise en charge globale du VIH dans les communes de Cotonou et de Savalou	Sidaction et Solidarité Sida
Promotion d'une sexualité responsable au sein des jeunes apprentis artisans dans la commune de Savalou	Solidarité Sida
Mobilisation des conjoints des femmes séropositives suivies au centre ADIS de RACINES pour le dépistage et le renforcement de la prise en charge familiale du VIH à Cotonou	Fondation de France
Amélioration de la qualité de vie des personnes vivant avec le VIH dans la Commune de Savalou	Groupe d'Appui et de Solidarité (GAS)
Intensification de l'accès universel aux services de prévention de l'infection à VIH, de soins et traitements et de soutien à base communautaire	Plan International Bénin

2.6. Principales réalisations par axe d'intervention

2.6.1. Actions de prévention IST/VIH

Activités de dépistage du VIH

A Cotonou, 166 clients dont 42.77% sont des hommes ont été dépistés. 51 résultats positifs ont été enregistrés. Par rapport aux indicateurs prédéfinis en termes d'effectifs attendus (150 clients), les objectifs ont été ainsi atteints à 110.66%.

A Savalou, les dépistages sur site et en stratégie avancée ont touché 844 personnes dont 567 soit 67% sont jeunes de 15 à 24 ans. Sur les 844 personnes, 25 soit 2,96% sont dépistées positives et ont toutes été référées à l'hôpital de zone pour leur prise en charge.

Les activités de sensibilisation et distribution de préservatifs

Ces activités sont réalisées dans huit communes du Bénin à savoir : Cotonou, Abomey-Calavi, So-Ava, Savalou, Bantè, Dassa-Zounmè, Savè et Glazoué. L'encadré suivant illustre les résultats assez significatifs.

Encadré 2 : Quelques chiffres sur les activités de sensibilisation et distribution de préservatifs

2.6.2. Prise en charge médicale

Un total de 2831 consultations a été réalisé cette année au centre ADIS de Cotonou avec 86 nouveaux

81 médiateurs accompagnés dans 34 structures sanitaires (centres de santé, sites de prise en charge, maternités) ; ces médiateurs sont appuyés dans la mise en œuvre des activités de causerie, de conseils psycho sociaux et de distribution de préservatifs aux usagers des centres

454 872 préservatifs et 92 765 gels lubrifiants distribués

Les 52 projections des films de nuit prévues ont été toutes réalisées en direction des apprentis de 15 à 24 ans aux abords des ateliers et villages ciblés. De même, des apprentis pairs éducateurs sont formés pour sensibiliser leurs collègues sur les comportements à avoir pour prévenir et gérer les IST. Sur 2880 apprentis prévus sur l'année, 2160 ont pu être touchés soit un taux de réalisation de 75%

45 élèves pairs éducateurs ont été formés sur les IST/VIH et ont sensibilisé 2700 élèves de leurs collègues.

malades enrôlés dans la file active totale et 54 mis nouvellement sous ARV. La file active sous ARV est ainsi passée de 622 en décembre 2016 à 654 en décembre 2017 pour une file active totale de 1111 Patients ; soit un taux de 59% de mise sous ARV. Sur les 654 patients sous ARV, 45 (7%) sont sur la 2^{ème} ligne dont 7 enfants. Le centre a enregistré 19 décès dont 2 ne sont pas sous ARV, contre 9 en 2016. Aucun enfant suivi PTME n'est dépisté séropositif sur 91 nourrissons suivis.

Le centre ADIS enregistre de moins en moins d'absences pour les rendez-vous de suivi ; ce qui permet de maîtriser les infections opportunistes. 24 PDV ont été enregistrés au cours de l'année dont 14 (58%) revenus dans la file active à l'issue des recherches actives faites par les visites à domicile.

En matière de suivi PTME, l'ONG RACINES respecte depuis plusieurs années, l'option B+ qui consiste en la mise sous traitement ARV, dès la première de consultation prénatale. La femme enceinte est reçue pendant les deux premiers trimestres. Dès la fin du 1^{er} mois du dernier trimestre, le dossier médical de la femme est référé à une maternité agréée pour un accouchement sécurisé. Le suivi est fait à distance jusqu'à l'accouchement. La femme revient avec le bébé pour la prise en charge de ce dernier. De même, la femme/la famille est conseillée pour l'alimentation du nouveau-né à venir : soit l'allaitement maternel protégé par une trithérapie chez la mère, soit l'allaitement de remplacement.



La technicienne d'analyse biomédicale en pleine manipulation



La gestionnaire de pharmacie dans une séance d'ETP avant de servir la patiente

Au total, 18 femmes enceintes ont été accompagnées dans le choix du mode d'allaitement. Parmi elles, une n'a pas pu conduire sa grossesse à terme, une autre a fait un mort-né et 5 n'ont pas encore accouché.

Dans le cadre du suivi médical des enfants nés de mères séropositives, les femmes, après leur accouchement dans les maternités partenaires, reviennent au centre avec le bébé. Une dose quotidienne de névirapine est donnée à l'enfant jusqu'à 6 semaines de vie. Le relais est pris par le Cotrimoxazole (CTX) jusqu'à ce que la sérologie confirme la non contamination de l'enfant à 12 ou 18 mois d'âge. Pendant ce temps, la maman est tenue d'amener l'enfant en consultation une fois par mois jusqu'à 12 ou 18 mois d'âge. En cas de maladie, les enfants nés de mères séropositives bénéficient gratuitement des médicaments prescrits par le médecin au niveau de la pharmacie. Au cours de cette année 2017, 89 enfants nés de parent PVVIH ont été reçus en consultation et traité gratuitement.

Enfin, au niveau du laboratoire du centre, 2873 bilans ont été faits dont 384 CD4, 1370 bilans de biochimie, 718 NFS et Plaquettes, 27 PCR prélevés et envoyés au laboratoire national avec 27 résultats revenus dont 0 positif.

En pharmacie, 1083 patients ont été régulièrement servis cette année dont 654 en médicaments ARV.

2.6.3. Santé sexuelle et reproductive chez les jeunes, les adolescents et les femmes vivant avec le VIH

Les activités de groupe avec les jeunes et adolescents VIH+

Au cours de cette année, 12 séances mensuelles ont été animées par la sage-femme et le psychologue au profit de 33 jeunes et adolescents PVVIH du centre ADIS de Cotonou sur des thèmes relatifs à la sexualité, au planning familial, à la violence basée sur le genre, l'hygiène intime et du corps. Ces séances permettent aux jeunes et adolescents d'exprimer leurs inquiétudes et appréhensions et visent à les aider à vivre une sexualité responsable sans risque de surinfection pour eux-mêmes et de contamination pour leurs partenaires. 14 de ces jeunes ont, par ailleurs, bénéficié chacun de plusieurs exemplaires du magazine "Amour et Vie" qui éduque sur les questions de sexualité et 10 autres ont bénéficié de documents sur les droits et loi relatives à la SSR au Bénin.

Consultation IST et Planning Familial

Les consultations pour IST

Elles ont été réalisées à Savalou comme à Cotonou au profit des jeunes mais aussi des hommes ayant des rapports sexuels avec les hommes. Au centre de Cotonou, 9 jeunes et 10 HSH ont été reçus en consultation IST et traités gratuitement.

A Savalou, **1252** jeunes apprentis et élèves de moins de 25 ans ont été référés au centre par leurs pairs à la suite des séances de sensibilisation organisées dans les ateliers et dans les collèges, pour le test de dépistage VIH. Par ailleurs, 617 jeunes ont été reçus pour consultation IST.

Le planning familial

Le service est ouvert aussi bien aux usagers du site qu'aux personnes extérieures. La sage-femme reçoit les femmes en consultation pour counselling et adoption de méthode. Des séances de sensibilisation sont organisées au profit des femmes, mères de nourrissons, et les femmes venues en consultation médicale.

278 femmes ont été sensibilisées au cours de cette année. Les désireuses⁵ sont ensuite reçues en consultation par la sage-femme et celles qui acceptent définitivement peuvent recevoir sur place leurs méthodes. Le DIU, l'implant, les injectables, les pilules sont les méthodes de PF disponibles au centre ADIS de Cotonou. Au 31 décembre 2017, à ADIS Cotonou, au total, 08 jeunes et adolescentes VIH+ ont été reçues régulièrement en consultation par la sage-femme. A Savalou, **116** (contre 99 en 2016) jeunes filles de moins de 25 ans ont été mises sous méthodes contraceptives. Ce chiffre montre que le centre est de plus en plus connu et fréquenté par les jeunes. Ces derniers manifestent de plus en plus le besoin d'améliorer leurs connaissances en matière de sexualité. Les cas de grossesse sont passés de 18 en 2016 à 9 en 2017 soit un taux de régression de 50%. La réduction des taux de grossesses chez les apprentis est aujourd'hui l'un des défis que le projet tient à relever.



La sage-femme en pleine présentation des méthodes aux femmes

2.6.4. Accompagnement nutritionnel

Parallèlement au suivi médical, l'enfant né de mère séropositive bénéficie, chaque mois, d'une surveillance de croissance. Cela permet de dépister précocement des cas de malnutrition et d'engager le plus tôt possible, la prise en charge. Ainsi, chaque mère participe mensuellement à une causerie sur des thèmes variés comme l'alimentation de l'enfant, la vaccination, les maladies de l'enfance, le paludisme ; mais aussi à des démonstrations culinaires de mets équilibrés à base d'aliments locaux qui lui permettent, une fois chez elle, d'offrir des aliments riches et variés à moindre coup à son enfant.

A l'issue des séances, les mères bénéficient soit de lait artificiel soit de kit d'aliments locaux en fonction de leur choix d'alimentation. Au total, au cours de cette année



Une Séance de démonstration ans culinaire aux mères d'enfants de moins de 5 ans

- 24 séances d'IEC et 24 séances de démonstrations diététiques ont été organisées au profit des mères avec la participation de 82 couples mère-enfant;
- 5 mères ont opté pour l'allaitement de remplacement et ont bénéficié de lait maternisé et kit de préparation ;
- 24 mères ont été appuyées en kit fait de maïs, de riz, du haricot, d'huile végétale et de farine enrichie au soja ;
- 8 cas de malnutritions modérées enregistrés et pris en charge. 5 ont complètement récupéré

2.6.5. Accompagnement psychosocial

Cet axe intègre à la fois l'accompagnement des femmes au partage de statut sérologique, les consultations psychologiques ainsi que les appuis sociaux.

Par rapport au partage de statut dans le couple, 22 séances de causerie ont été organisées avec la participation de 139 femmes. Ces séances d'IEC portent d'un côté, sur les conséquences à court et à moyen terme du non partage du statut sérologique et de l'autre, sur les avantages et nécessité d'un tel partage de

⁵ Celles qui ont donné la preuve de leur motivation.

statut. La loi n°2005-31 du 10 avril 2006 portant prévention, prise en charge et contrôle du VIH/Sida en République du Bénin en son article 27, fait obligation aux membres du couple qui connaît son statut sérologique, d'en informer l'autre membre. Il s'agit donc de motiver les femmes au partage de la séropositivité avec le conjoint en mettant l'accent sur l'impact que le partage pourrait avoir sur la qualité de la prise en charge de la famille.

Ce sont des séances très conviviales et détendues. Les femmes s'expriment librement et font part des raisons profondes qui les freinent dans leur désir du partage. C'est la peur d'être rendue responsable, d'être rejetée par le mari qui pourrait abandonner le ménage et leur laisser, toute la charge familiale. C'est pourquoi celles qui manifestent un fort désir de partage sont invitées par le psychologue pour un entretien approfondi dans le but d'engager l'accompagnement. Elles entrent ainsi dans le processus d'accompagnement. Il appartient au psychologue d'apprécier le niveau de préparation et de motivation de chaque femme et d'autoriser l'invitation du conjoint. Le conjoint qui répond à l'invitation subit normalement un counselling pré test, puis est prélevé s'il le désire, pour le dépistage proprement dit. Il subit, quelques heures après, un counselling post test puis prend connaissance de son résultat. Le counselling permet de sonder ses représentations sur le VIH/SIDA et la personne vivant avec le VIH et donc de l'aider à se départir des fausses idées et déjà de commencer à le préparer à accepter la sérologie de sa conjointe. Au total 61 conjoints ont été invités et 39 ont répondu à l'appel. A l'issue du counselling pré test, tous ont accepté de se faire dépister. Sur les 39 dépistés, 18 sont séropositifs. Les indicateurs du projet, pour cette première année 2017 prévoient de dépister 50 conjoints de femmes séropositives suivies au centre. Au 31 décembre 2017, 47 conjoints ont accepté le dépistage. Soit un taux d'atteinte de 94%. Ce résultat paraît encourageant car, pour la même période l'année écoulée, le taux d'atteinte était de 38%. Mais loin de nous laisser dormir sur nos lauriers, nous devons redoubler d'effort pour amener le plus de femmes à accepter de partager, en dépit des difficultés. Les causeries éducatives ont permis de faire décider 55 femmes pour le partage. Finalement, 39 hommes ont été impliqués dans les séances de causeries hebdomadaires. Deux groupes de 20 et 19 personnes ont été constitués. Chaque groupe bénéficie d'une causerie par mois. Cette année, avec l'aide des consultants, des thèmes nouveaux sont abordés avec les hommes au cours de ses séances. Il s'agit par exemple de la violence basée sur le genre, la féminisation de la maladie, l'importance du partage du statut sérologique, le rôle de l'homme dans la prise en charge des questions de santé au sein de la famille, l'égalité des sexes, le dialogue au sein du foyer. Au total, 12 séances ont été faites au profit des conjoints de femmes séropositives.

En matière d'accompagnement psychologique, une permanence est ouverte tous les jours de la semaine et assurée par le médiateur (conseiller psychosocial) pour recevoir toute personne qui voudrait bien s'informer ou qui a une préoccupation particulière. Le médiateur, selon le cas, réfère, vers le médecin, le psychologue, le service d'aide à l'observance, ou le service social, etc. De même, les familles qui le souhaitent sont accompagnées dans l'annonce de statut à leur enfant. Il peut également s'agir d'entretiens post annonce du résultat ou d'entretien thérapeutique.

A Cotonou, 83 adultes et 52 enfants et adolescents ont été reçus à Cotonou pour divers entretiens par le psychologue. A Savalou ce service a été beaucoup plus intense en direction des bénéficiaires du Projet PAQuaV comme résumé dans l'encadré ci-après.

Encadré 3 : Quelques chiffres sur l'accompagnement psychologique et socio professionnel à Savalou

Sur le plan psychologique :

8 séances de groupe de parole à l'endroit des destinataires et leurs enfants sur les thèmes « Importance de l'observance thérapeutique pour une bonne santé », « dialogue parents-enfants », « prévention des grossesses non désirées » et « partage de statut : utilité »

21 ateliers d'expression à l'endroit des destinataires du projet sur le thème : « mon rôle dans le ménage : j'en parle », « mon image dans mon milieu de vie », « j'exprime mon vécu au quotidien »

109 consultations psychologiques à l'endroit des destinataires et des clients de l'hôpital de zone de Savalou (dont 31 personnes référées de l'hôpital de zone de Savalou)

32 OEV appuyés au travers des permanences et 12 médiations sociales et familiales ont été faites à l'endroit des destinataires du projet par le psychologue (gestion de conflit, orientation au choix d'activité professionnelle, appui à l'éducation des OEV)

Sur le plan socio professionnel :

19 personnes ont été appuyées pour l'obtention d'actes de naissance (dont 5 pour les OEV)

45 OEV ont bénéficié de kits scolaires en début de rentrée scolaire

6 OEV ont bénéficié d'une insertion professionnelle (couture, coiffure)

02 OEV ont été appuyés pour l'acquisition de diplôme de fin de formation professionnelle

22 destinataires ont bénéficié de formation en alphabétisation (dont 14 pour le niveau 1 et 8 pour le niveau 2)

2.6.6. Renforcement économique

Les 65 PVVIH, destinataires du projet PAQUAV à Savalou, ont tous été appuyés dans la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus (AGR) comme la vente de divers, le maraichage, l'élevage, la transformation et la fabrication de produits consommables et ont bénéficié de 4 formations sur la gestion des AGR. Des comptes CLCAM leur ont été ouverts gratuitement pour leur permettre d'épargner. En outre, 5 d'entre eux, victimes de sinistre, ont bénéficié de fond d'urgence économique afin de les relancer dans leurs activités économiques. Des visites à domicile (260 au total) ont été régulièrement réalisées à leur endroit afin d'apprécier leurs conditions de vie et le bon déroulement des activités.

Tableau 4 : Evolution de quelques indicateurs santé/VIH au cours des 3 dernières années en santé

	2015	2016	2017	Cumul	Observations
Nombre de dépistages réalisés	447	1347	1010	2804	
Nombre de personnes touchées par les sensibilisations IST/VIH	17101	5012	4905	27018	Le faible résultat de 2016 et 2017 se justifie par le refus du principal partenaire de ne plus organiser des animations de masse mais plutôt ciblées.
File active	1004	1057	1111	-	Il s'agit uniquement de la file active de Cotonou
Nombre de nouveaux patients mis sous ARV	56	58	54	168	Ces résultats portent à 654 la file active sous ARV à fin 2017
Nombre de bilans réalisés	3104	3522	2873	9499	La baisse de performance de cette année au laboratoire est dû au fait que des pannes de plusieurs appareils sont intervenues sur une longue période (4mois)
Nombre de femmes mises sous PF	90	74 et 90 ado de Sav	221	475	Dont 116 jeunes de 15 à 25 ans et 2 femmes PVVIH en 2017
Nombre de femmes séropositives enceintes suivies	13	12	18	43	Au fur et à mesure que nos femmes PVVIH adoptent des méthodes de PF, de moins en moins nous avons des femmes enceintes
Nombre d'enfants nés de femmes séropositives suivis sur le plan nutritionnel et dépistés	33	32	35	100	
Nombre d'enfants informés de leur séropositivité	8	5	5	18	Ces résultats portent à 46 le nombre total d'enfants informés dans la file active à fin 2017
Nombre d'oev appuyés sur le plan scolaire	118	83	50	251	
Partage de la sérologie dans le couple	30	12	18	60	

2.7. Difficultés et approches de solutions

Malgré ces résultats encourageants, quelques difficultés ont jalonné le parcours.

- La plus grande difficulté qu'a connue le centre ADIS cette année, est une panne survenue sur plusieurs appareils du laboratoire obligeant à recourir à la sous-traitance. Ce fut un manque à gagner pour le centre. Une solution a été trouvée en remplaçant carrément l'appareil de biochimie par un appareil neuf dans un contexte où les rentrées d'argent sont réduites.
- Du fait de la non-disponibilité d'un service d'accouchement à ADIS Cotonou, le suivi de certaines femmes PTME pose toujours problèmes. Elles atterrissent parfois dans des maternités non PTME pour l'accouchement et ne signalent pas parfois leur statut à l'accouchement. Du coup, l'accouchement se fait sans prise de précautions nécessaires en la matière avec des conséquences souvent dramatiques. La solution serait la mise en place d'un service d'accouchement capable de fournir des services complets aux femmes
- Le Programme Santé de Lutte contre le VIH/Sida (PSLS) continue d'enregistrer des ruptures fréquentes d'ARV pédiatriques de première nécessité, ce qui oblige les prescripteurs à faire une adaptation avec les formes adultes.

Pour ce qui concerne les activités spécifiques d'amélioration de la qualité de vie des personnes vivant avec le VIH, l'équipe déplore :

- L'absentéisme répété des destinataires pour les activités qui ne favorise pas l'atteinte des objectifs ; l'animateur est contraint de les reprogrammer l'activité ;
- Certains destinataires ont eu toujours du mal à utiliser les outils de gestion surtout les cahiers de remplissage des activités économiques ; ce qui ne facilite pas le suivi des activités ;
- Le non remboursement des crédits par certains destinataires conformément à l'échéancier prédéfini

2.8. Perspectives

RACINES entend poursuivre dans la droite ligne de ses activités de prise en charge et d'accompagnement des personnes vivant avec le VIH. Elle compte s'investir davantage dans l'offre de services adaptés aux populations clés, notamment les HSH, dans la consolidation des actions d'amélioration de la qualité de vie des personnes vivant avec le VIH et leurs familles mais aussi et surtout dans l'accompagnement psychologique et en santé sexuelle et reproductive des jeunes et adolescents en général et plus particulièrement ceux vivant avec le VIH. Un autre défi pour 2018 est la concrétisation de la transformation de "ADIS" en un centre médico-social, offrant tous les services et accessible à tous.



2.9. Rappel des objectifs et axes d'intervention

2.9.1. Objectifs visés

RACINES entend globalement contribuer à la protection et la préservation de l'environnement dans ses localités d'intervention. De manière plus spécifique, il s'agira de :

- Améliorer les connaissances des acteurs sur les enjeux environnementaux
- Promouvoir des comportements nécessaires pour l'amélioration du cadre de vie.

2.9.2. Principaux axes d'intervention

- Renforcement de connaissances des acteurs
- Assainissement du milieu
- Préservation de l'environnement

2.9.3. Contribution à la réalisation des objectifs du PAG et des ODD dans le secteur

Dans ce secteur, RACINES œuvre auprès des populations des zones d'intervention afin de favoriser l'atteinte de l'ODD6 (accès à une eau salubre et à l'assainissement) tout en promouvant et en éduquant les populations à l'adoption des mesures relatives à la préservation et à la protection de l'environnement (ODD13). Ces actions sont menées en partenariat (ODD17) avec les institutions en charge du secteur et d'autres organismes nationaux et internationaux. Les actions contribuent à la matérialisation de l'axe 7 du Pilier III du programme d'action du gouvernement à travers l'amélioration des conditions de vie des populations en promouvant le développement équilibré et durable de l'espace national.

2.10. Projets mis en œuvre et partenaire

Tableau 5 : Projet mis en œuvre et partenaire dans le secteur de l'environnement

Titres Projets	Partenaires financiers
Projet d'appui à la préservation et la protection de l'environnement	Partage

2.11. Localités touchées par l'intervention

Le projet est mis en œuvre dans le département des Collines au Bénin et touche les arrondissements d'Atokolibé (village d'Atokolibé) et Gouka (village de Galata et de Galata- Igbéri) dans la Commune de Bantè et les arrondissements de Doumè (village de Doumè- LakounetAffé- zongo) et d'Ottola (village d'Ottola- Igbéri et d'Ottola-Issalè) dans la Commune de Savalou.

2.12. Principales réalisations menées

2.12.1. Renforcement de connaissance des acteurs

Formation des acteurs scolaires

Deux sessions de formation ont été organisées au profit de 103 enseignants des 18 écoles touchées dans les communes de Savalou et de Bantè par ce projet. Ces formations animées par un spécialiste des questions environnementales de l'ONG partenaire CIPCRE-Bénin ont porté sur trois thèmes à savoir : les problèmes environnementaux ; le Plan d'Aménagement de l'Espace Scolaire (PAMES), le concept d'école verte.

Il convient de préciser que le PAMES qui est un outil permettant d'éviter l'improvisation dans l'aménagement de l'espace scolaire et le gaspillage des ressources, facilite la mobilisation des ressources et permet aux établissements de disposer d'un cadre de vie scolaire bien aménagé. Quant au concept « Ecole Verte », il désigne tout établissement scolaire dont les acteurs font preuve de militantisme écologique, disposant d'espaces verts et de parterres de fleurs entretenus, ayant mis en terre des plants qui ont survécu, faisant usage de poubelles, et disposant de latrines constamment entretenues.

Aussi, une session de formation sur les techniques de préservation de l'environnement a été organisée au profit des **Polices Environnementales Scolaires (PES)** mises en place dans chacune des 18 écoles. Chaque

PES⁶ est composée de 9 écoliers, d'un enseignant encadreur et du directeur. Au total 162 élèves, 36 enseignants et 18 directeurs ont été ainsi formés. Les différentes séances de formation conduites par l'Animateur en charge du Projet d'Appui à la Préservation et à la Protection de l'Environnement visent à outiller les écoliers sur les bons comportements à adopter pour garder son environnement sain et le préserver. En tant que membre de la Police Environnementale Scolaire de l'école, ils ont un rôle central dans



ce processus ; celui de surveiller et de sensibiliser leurs pairs dans l'adoption de comportements favorables au maintien d'un environnement sain dans les écoles. Une élection libre et démocratique a eu lieu entre élèves et a permis d'élire par école, 09 commissaires chapeautés par un enseignant encadreur. A chaque commissaire est attribué un rôle clé qu'il aura à jouer au sein de l'école.

Formation des groupements de femmes sur les techniques de traitements et de transformation des déchets

8 groupements/coopératives de femmes des villages de Galata, Galata igbéri, Atokolibé et Aloba dans la commune de Bantè et Doumé-lakoun, Affezongo, Ottola-Issalè et Ottola-Igbéri dans la commune de Savalou ont bénéficié d'une session de formation sur le « Traitement et transformation des ordures à partir des savoir-faire locaux et fabrication du compost » soit 80 femmes formées.

Cette formation a mis l'accent sur les techniques de compostage, les outils nécessaires, l'entretien, l'usage de compost et la transformation des déchets non biodégradables en objets de valeur

La formation des brigades Environnementales villageoises

Les Brigades Environnementales Villageoises (BEV) sont mises en place pour appuyer les groupements de femmes dans la mise en œuvre de leurs activités et constituer des organes de veille environnementale dans le village Au nombre de 40, soit un ratio de 5 jeunes par village, âgés de 18 à 34 ans, ils ont été formés sur les techniques d'assainissement, l'entretien des sites de décharge et l'appui aux groupements de femmes. Formés et désormais engagés à œuvrer aux côtés des femmes pour la salubrité du village, ces jeunes ont reçu la caution de leurs chefs de villages afin de veiller au respect des règles d'hygiène prédéfinies. Des fanions leur ont été confectionnés pour faciliter leur identification.

Toutes ces initiatives sont soutenues par des actions d'information de masse. Dans ce cadre, il a été réalisé en collaboration avec la radio communautaire de Tchètti une émission avec la Présidente du groupement des femmes dénommé ILOUWAKEMI, sur le thème « Droit à un Environnement Sain ». Cette émission réalisée en langue locale a mis l'accent sur les risques liés à la dégradation de l'environnement, l'importance d'assainir le cadre de vie au niveau de chaque ménage et au sein de l'école et la protection de l'environnement à travers l'adoption de comportements

favorables à la préservation de l'écosystème.



Formation des Brigade villageoise de Salubrité

Aussi, le projet a organisé quatre (04) séries de projections de film dans les villages de Galata et Igbéri (commune de Bantè), Doumé-Lakoun et Affe-zongo (commune de Savalou). L'objectif global est d'amener la population des villages concernés à adopter des comportements responsables et favorables à la préservation

⁶ Les PES sont constitués d'élèves choisis par leurs pairs aussi des comités de santé

de l'environnement. Dans tous les villages parcourus, ces séances sur la protection de l'environnement ont regroupé un monde impressionnant. Les films documentaires ont été obtenus de l'Agence Béninoise pour l'Environnement (ABE) et d'une ONG partenaire CPN les papillons et traduits en langue locale IFè (Langue du milieu). De la série « **TOUT EST DANS TOUT** », le film dénommé "**DEHORS C'EST AUSSI CHEZ NOUS**" de deux auteurs béninois, illustre largement la négligence dont fait preuve la population concernant la gestion des ordures ménagères dans nos localités.

2.12.2. Assainissement du milieu

Divers matériels ont été mis à la disposition des différents groupes d'acteurs pour l'accomplissement de leur travail à savoir :

- 120 poubelles ont été distribuées aux PES des 18 écoles pour la collecte des déchets issus de chaque salle de classe.
- Six cent (600) ouvrages pédagogiques illustrés et répartis dans les classes de CI au CM2, et traitant exclusivement de questions de l'environnement et de cadre de vie ont été mis à la disposition des écoles. Dans le but de faciliter la tâche à ces enseignants, des manuels pédagogiques traitant des questions d'environnement spécifiquement conçus par l'Agence Béninoise pour l'Environnement (ABE) ont été octroyés à ces derniers sur demande de l'ONG RACINES.
- 48 râteliers, 48 coupe-coupe, 16 pèles, 120 balais, 8 charrettes, 40 bottes, 120 cache-nez, 160 paires de gants ont été mis à la disposition des 8 groupements de femmes opérationnels dans les villages ciblés

Dans le but de faciliter le travail à ces groupes d'acteurs pour l'assainissement du cadre de vie, il a été retenu d'identifier quelques sites de regroupement des ordures. Dans la commune de Bantè, avec l'appui des Chefs d'arrondissement de Gouka et d'Atokolibé, ainsi que les chefs des villages concernés, les sites ont été déjà identifiés et prêts à être utilisés. Les négociations se poursuivent en vue de l'identification des sites restants.

2.13. Difficultés et perspectives

Elles se résument essentiellement en :

✓ Au sein de l'école

- Non disponibilité des points d'eau dans les écoles partenaires du projet ne facilite pas l'arrosage et l'entretien des plants par les PES. Les enseignants sont sollicités afin que des solutions soient trouvées. Il faut en effet, impliquer activement les enseignants dans les activités de restitutions.

✓ Au niveau de la communauté

- L'identification des sites de décharges des déchets dans la commune de Savalou bloque les activités dans cette localité. Les Chefs d'Arrondissements de Ottola et de Doumé sont responsabilisés afin qu'une solution soit trouvée.
- Non disponibilité de local approprié pour abriter les activités des GF fait que ces dernières réalisent pêle-mêle les activités de compostage.
- L'identification d'un marché d'écoulement des engrais organiques. Il a été retenu d'identifier les maraichers de chaque localité et d'initier des activités de maraichages au sein des Groupements de Femmes
- En perspective, l'équipe envisage d'introduire une communication auprès de la mairie de Savalou pour présenter les principaux résultats obtenus et les défis qui restent à relever du Projet devant le Conseil Communal.

2.14. Témoignage de quelques bénéficiaires



FADOMON Yewa

Présidente des Groupements de femmes d'Atokolibé, commune de Bante

« Je suis particulièrement émue de cette formation, de deux jours que l'ONG RACINES a organisée sur les techniques de transformation des sachets en objets de valeurs et la fabrication du compost. Moi, je ne savais jamais que les ordures pouvaient générer de l'argent et que chez moi je pourrai faire de l'engrais organique, c'est inédit pour moi. C'est la toute première fois qu'une telle initiative intervient dans mon village depuis que je vis ici et je remercie les initiateurs du projet d'Appui à la protection et à la préservation de l'environnement. Au nom des femmes de mon groupement, je prends la ferme résolution que cette belle chose que RACINES est venue nous apprendre sera pérennisée. »



TCHALLA Thérèse

Membre du Groupement de femme de Galata

« Ce projet est une innovation dans mon village. Aujourd'hui, grâce à ce projet, notre village est de plus en plus propre et à titre personnel, j'ai pu fabriquer beaucoup d'engrais organiques. Les engrais chimiques que nous utilisons dans nos champs nous rendent malades tout le temps et nous empoisonnent. Depuis que j'ai suivi cette formation, j'ai commencé petitement à comprendre les dangers de l'utilisation des sachets plastiques et comment les éradiquer. Autrefois, quand je demandais à mes enfants de me payer à manger, ils me l'achetaient dans du sachet plastique, mais aujourd'hui j'ai compris que le sachet contient beaucoup de pétrole et pour cela, j'ai changé totalement mes comportements. Je demande à RACINES de nous aider à trouver

le sachet bio dégradables pour que nous les adoptions. Aussi, je demande à RACINES de nous aider à trouver un endroit approprié (hangar) pour faire beaucoup de compost, de forage pour s'approvisionner en eau car actuellement nous achetons l'eau à 50f le bidon de 25 litres et aussi beaucoup plus de brouettes car là où nous allons chercher les bourses de vache et les sciures de bois sont très éloignés du village. Pour finir, je demanderai aussi à RACINES d'augmenter la durée du projet car nous trouvons que 1 an est assez court pour véritablement avoir de très bons résultats pour ce projet. »

**GOUVERNANCE ET DÉVELOPPEMENT
INSTITUTIONNEL**

2.15. Fonctionnement des organes

Conformément à ses statuts, RACINES a tenu son Assemblée Générale Ordinaire de l'année le dimanche 20 Août 2017. Cette session à laquelle ont pris part les administrateurs de l'institution, les membres du CODIR ainsi que le commissaire aux comptes a permis de :

- d'examiner et d'adopter le rapport annuel 2016 présenté par le Directeur Exécutif
- d'examiner et d'adopter le rapport d'audit du rapport du commissaire aux comptes.

Diverses résolutions ont été prises au cours de cette importante séance dont, entre autres, la rupture du contrat avec le commissaire aux comptes avec qui la collaboration dure déjà près d'une dizaine d'années ; ce qui est contraire aux principes de bonne gouvernance.

En outre, le Conseil d'Administration a tenu trois (3) réunions trimestrielles sur les quatre statutairement prévues.

2.16. Activités de visibilité et de renforcement institutionnel

2.16.1. Actions de renforcement institutionnel

Au plan institutionnel, RACINES a particulièrement travaillé au renforcement de ses relations avec différentes structures étatiques. En effet, l'institution a introduit au MEMP une demande de renouvellement de son accord de partenariat qui court depuis 2013 et qui nécessite une actualisation afin de prendre en compte les réformes et besoins actuels au niveau des deux institutions. Ce processus n'a pu aller à son terme à fin décembre 2017 en raison de l'exigence faite par le MEMP de lui produire d'abord le rapport 2017. Cette exigence pourra être satisfaite au cours du 1^{er} semestre 2018.

De même, dans le cadre du processus de demande de reconnaissance d'utilité publique en cours depuis 2016, les derniers documents souhaités par les autorités ministérielles (attestation fiscale et attestation de CNSS) ont pu être fournies et le dossier serait désormais au niveau du secrétariat du gouvernement. Il ne reste donc que sa validation par le Conseil des ministres. Enfin, une demande a été introduite pour le renouvellement de l'accord-cadre signé avec le gouvernement depuis 2008.

Par ailleurs, RACINES a finalement réussi cette année, grâce au soutien de ses partenaires, à mettre en place son dispositif du suivi-évaluation⁷ qui permet désormais d'assurer un meilleur pilotage des interventions, une redevabilité vis-à-vis des partenaires et à garantir la capitalisation des acquis/expériences des projets/programmes.

Enfin, au plan financier, le renforcement du choix d'adoption d'une comptabilité analytique a permis désormais de disposer d'un Rapport financier organisé par activité, sous activité et par bailleur.

2.16.2. Actions de visibilité

Pour une meilleure visibilité, RACINES a procédé à la refonte de son site internet conformément à sa nouvelle charte graphique acquise en 2016. Le Site a été meublé et 'anime une fois par semaine avec des articles contenant photos, vidéos, articles, actions et témoignages. Il en est de même pour ses pages Facebook et Twitter. Tous les supports de communication (badges, autocollants, enseignes et plaques) ont été reproduits pour tenir compte de la nouvelle charte graphique de RACINES et du nouveau logo. Enfin, RACINES a été lauréat au concours photo organisé par la plateforme ELSA, ce qui lui a valu diverses récompenses.

2.16.3. Actions de mobilisation de ressources

Outre le renforcement de la veille stratégique pour les appels à projets, un spot publicitaire a été réalisé avec l'artiste béninois Don Métock sur les enfants infectés et affectés par le VIH/Sida. Ce spot sert désormais de support pour la campagne de collecte de fonds en vue de l'amélioration des offres de services au profit de ces enfants vulnérables.

.

⁷ Ce dispositif vient corriger une insuffisance majeure relevée par tous les audits

2.17. Missions de partenaires

2.17.1. Mission de Yasmine CHIARRUZY et Clément Soriat de GAS

RACINES a reçu deux missions de GAS au cours de cette année. Une première réalisée par Yasmine CHIARRUZY courant Janvier-Février 2017 a permis d'installer deux nouvelles volontaires et aussi d'apprécier le travail du deuxième animateur technique recruté à fin 2016.

La seconde mission réalisée par Yasmine CHIARRUZY et Clément Soriat courant Juillet-Août 2017 a été consacrée au suivi des recommandations de leur dernière mission organisée en 2016, apprécier la progression des résultats et surtout de faire un suivi-évaluation des AGR mis en place au profit des bénéficiaires.

2.17.2. Mission de Julie CHAMBON et Pauline IBORRA de Solidarité Sida+

Cette mission de Solidarité Sida réalisée en mai 2017 a été l'occasion pour la délégation de découvrir les activités de prise en charge des PVVIH au niveau de l'antenne de Savalou, notamment les activités de préventions et de SSR auprès des jeunes artisans de la commune. La mission est ensuite descendue sur Cotonou pour visiter le centre ADIS et aussi travailler avec le service comptabilité à la Direction Exécutive. En somme, cette mission leur a permis de s'enquérir de la mise en œuvre des activités des projets soutenus, prendre connaissance des difficultés rencontrées sur le terrain et faire des propositions de solutions adéquates aux équipes de mise en œuvre.

2.18. Equipe de réalisation et formations

2.18.1. Equipe de réalisation

Tableau 6 : Répartition du personnel par secteur et par zone en 2017

Secteurs	Zones d'intervention	Postes	Effectifs
Education	Collines : Savalou & Bantè	1 Coordinateur Programme Zou-Collines 1 Assistant Education Fondamentale et Alternatives Educatives 1 Assistant Parrainage 1 Assistant Comptable 1 Animateur Suivi Pédagogique et Alternatives Educatives 1 Animateur Santé Prévention et Accompagnement socio Scolaire -Savalou 1 Animatrice Santé Prévention et Accompagnement socio Scolaire-Bantè 1 Animateur Gouvernance Educative et Droits 1 Animateur Parrainage 1 Agent de sécurité et d'entretien 1 Conducteur /Logisticien	11
	Cotonou	1 Assistant projet PADOE	1
Santé	Cotonou	1 Coordinatrice du centre ADIS 1 Médecin 1 Psychologue clinicien 3 Infirmiers d'Etat 1 Animatrice volet social 1 Animatrice volet nutrition 2 Techniciennes de Laboratoire (salariés à temps partiel) 1 Gestionnaire de Pharmacie 2 Aides-soignantes 3 animateurs projet Plan 1 Sage-femme 7 Médiateurs (dont 5 mis à disposition par Expertise France) 1 Chargé de sécurité et d'entretien	25

Secteurs	Zones d'intervention	Postes	Effectifs
	Savalou	1 Infirmière d'Etat 1 animateur Social (Projet PEC et Jeunes) 1 Psychologue clinicien 1 animateur social (Projet PAQuav) 2 animateurs techniques 1 animateur Chargé de la capitalisation 1 Médiateur	08
Environnement	Savalou	1 animateur projet d'appui à la préservation et à la protection de l'environnement	01
Direction Exécutive	Cotonou	1 Directeur Exécutif 1 Responsable Administratif et Financier 1 Assistant de Programmes Chargé du Suivi-Evaluation 1 Comptable 1 Assistant comptable (Mis à disposition par l'Etat) 1 Secrétaire (Mis à disposition par l'Etat) 1 Chargé de Partenariat, Communication et Mobilisation de Financements 1 Agent de sécurité et d'entretien	08
TOTAL			54

2.18.2. Formation du personnel

Tableau 7 : Point des formations du personnel de RACINES au cours de l'exercice 2017

Thématiques de la formation	Bénéficiaires	Fonctions des bénéficiaires	Période	Structures organisatrices
SECTEUR EDUCATION SAVALOU				
Dispositif de suivi évaluation	Personnel Education RACINES	Chargé Santé Préventive et Accompagnement Socio-Scolaire, Gouvernance et Droit, Assistant EFAE, Assistant et animateur parrainage	27 novembre – 1 ^{er} décembre 2017	ONG RACINES
Cadre de suivi évaluation	Personnel Education RACINES	Chargé Santé Préventive et Accompagnement Socio-Scolaire, Gouvernance et Droit, Assistant EFAE, Assistant et animateur parrainage	26 décembre 2017	ONG RACINES
Non-violence et droits des enfants	Personnel Education RACINES	Chargé Santé Préventive et Accompagnement Socio-Scolaire, Gouvernance et Droit, Assistant EFAE, Assistant et animateur parrainage	27 décembre 2017	ONG RACINES
SECTEUR SANTE SAVALOU				
Formation organisée dans le cadre du projet ONG Médiateurs sur: "Violences basées sur le genre"	Personnel Santé	Psychologue Animateur Social Animateur Technique Animateur Social	21 au 23 mars 2017	Plan International Bénin

Thématiques de la formation	Bénéficiaires	Fonctions des bénéficiaires	Période	Structures organisatrices
Formation organisée dans le cadre du projet ONG Médiateurs sur: "Les droits humains et VIH"	Personnel Santé	Psychologue Animateur Social Animateur Technique Animateur Social	22 au 24 Novembre 2016	Plan International Bénin
SECTEUR SANTE COTONOU				
Renforcement de capacité sur la gestion des stocks	ADONON Arsène AGBOTON Doris DJIDONOU tatiana GBEGBE Myrlène HOUSSIN Hortense	Infirmier, assistant du Médecin, Coordonnatrice, Infirmière, Technicienne de labo, responsable PEC PVVIH	Octobre 2017 à Ouidah	OCAL
Renforcement de capacité sur la gestion des stocks	ANATO Charlotte	Gestionnaire de pharmacie	Porto-Novo	PSLS
Renforcement de capacité sur le Counselling dépistage	ADONON Arsène ANAGO Eléonore	Infirmier Aide-soignante	Aout 2017	OCAL
Intégration du genre dans le projet implication des hommes dans la PEC familiale du VIH	AGBOTON Doris DJIDONOU Tatiana AKPADO Bathilde SOSSOU Mahougnan	Coordonnatrice Infirmière Assistante sociale Psychologue	Juin 2017 Cotonou Direction RACINES	RACINES sur financement Fondation de France
Renforcement des compétences sur l'Evaluation qualitative des actions	AGBOTON Doris DODOU Bertin	Coordonnatrice Chargé de suivi-évaluation	Novembre 2017 Ouagadougou	ELSA

RAPPORT FINANCIER

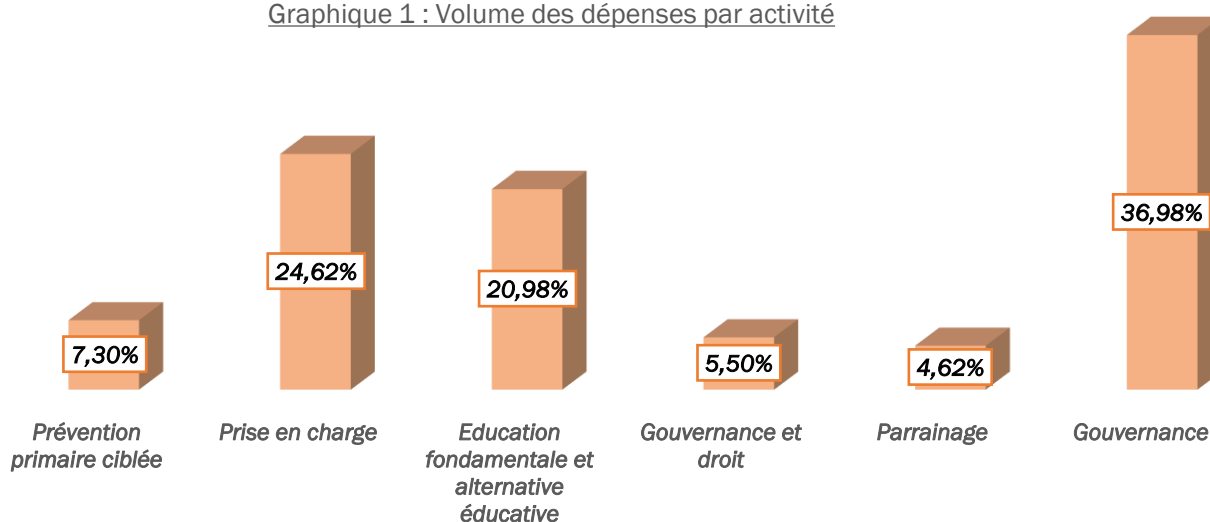
Tableau 8 : Rapport financier pour l'année 2017

1 Euro= 655,957

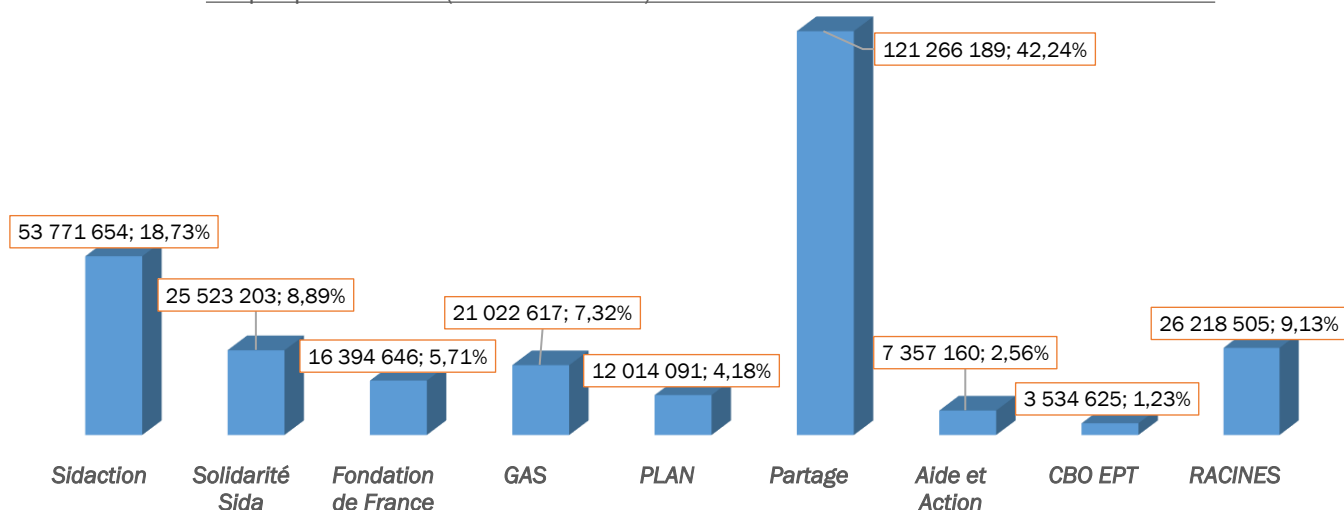
Activités	Sous activités	Budget Réel	Réalisation	Ecart	%	Bailleurs								
			CFA			Sidaction	Solidarité Sida	Fondation de France	GAS	PLAN	Partage	Aide et Action	CBO EPT	RACINES
Prévention primaire ciblée	Prév et Mob communau.	21 071 581	20 033 966	1037615	4,9%	2 015 000	5 095 375	909 500		12 014 091				
	Dépistage	916 609	915 611	998	0,1%	401 370		262 698						251 543
	Droit humain													
	Total Prév Prim Ciblée	21 988 190	20 949 577	1038613	4,7%	2 416 370	5 095 375	1 172 198	0	12 014 091	0			251 543
Prise en charge	Pris en charge médicale	32 156 955	32 450 888	-293933	-0,9%	14 781 102	6 785 549	6 631 512	3 009 590					1 243 135
	Pris en charge Psycho -social	38 663 829	38 247 268	416561	1,1%	16 694 717	4 947 632	5 785 256	10 660 240					159 423
	Total	70 820 784	70 698 156	122628	0,2%	31 475 819	11 733 181	12 416 768	13 669 830	0	0			1 402 558
Education fondamentale et alternative éducative	Renforcement de capacité	18 685 030	18 614 888	70142	0,4%				5 901 700		12 589 188			124 000
	Accompagn. Socio-sanitaire	12 332 290	12 281 728	50562	0,4%						12 281 728			
	Suivi péda. et alterna. Édu	29 121 720	29 340 468	-218748	-0,8%						29 180 468			160 000
	Total	60 139 040	60 237 084	-98044	-0,2%	0	0	0	5 901 700	0	54 051 384			284 000
Gouvernance et droit	Animat.Club.fille.l earders	1 965 000	1 961 200	3800	0,2%						1 661 200			300 000
	Plaido.promotion droit	13 901 985	13 835 285	66700	0,5%						2 943 500	7 357 160	3 534 625	
	Total	15 866 985	15 796 485	70500	0,4%	0	0	0	0	0	4 604 700	7 357 160	3 534 625	300 000
Parrainage	Parrainage	13 238 270	13 264 134	-25864	-0,2%						13 264 134			
Gouvernance	Com. mobilis. Ressources	5 944 125	5 947 500	-3375	-0,1%	4 190 080		240 248						1 517 172
	Recherch communautaire													
	Gouvernance et vie asso	3 017 023	3 017 023	0	0,0%						770 000			2 247 023
	Fonctionnement terrain	53 572 891	54 133 389	-560498	-1,0%	13 065 561	7 994 139	455 900	1 451 087		25 782 849			5 383 853
	Fonction.coord.generale	42 963 561	43 059 342	-95781	-0,2%	2 623 824	700 508	2 109 532			22 793 122			14 832 356
	Total	105 497 600	106 157 254	-659654	-0,6%	19 879 465	8 694 647	2 805 680	1 451 087		49 345 971			23 980 404
TOTAL GENERAL FCFA		287 550 869	287 102 690	448179	0,2%	53 771 654	25 523 203	16 394 646	21 022 617	12 014 091	121 266 189	7 357 160	3 534 625	26 218 505
TOTAL GENERAL Euros		438 368	437 685	683,24	0,2%	81 974	38 910	24 993	32 049	18 315	184 869	11 216	5 389	39 970
Poids des bailleurs						18,7%	8,9%	5,7%	7,3%	4,2%	42,2%	2,6%	1,2%	9,1%

Présentation des grandes tendances du rapport financier selon les activités et les différents bailleurs

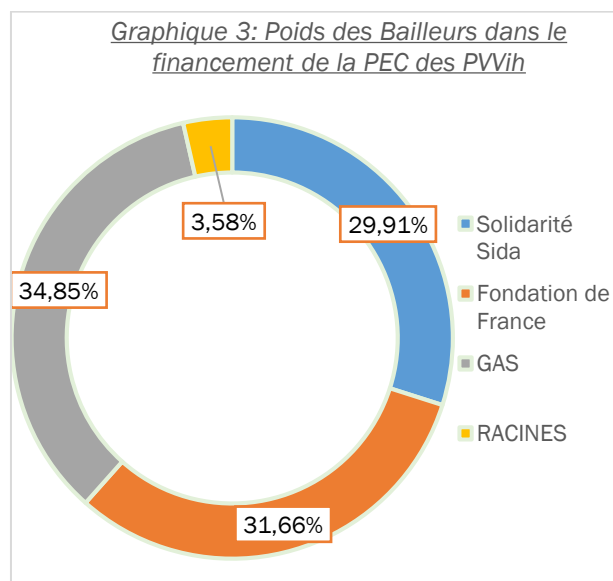
Graphique 1 : Volume des dépenses par activité



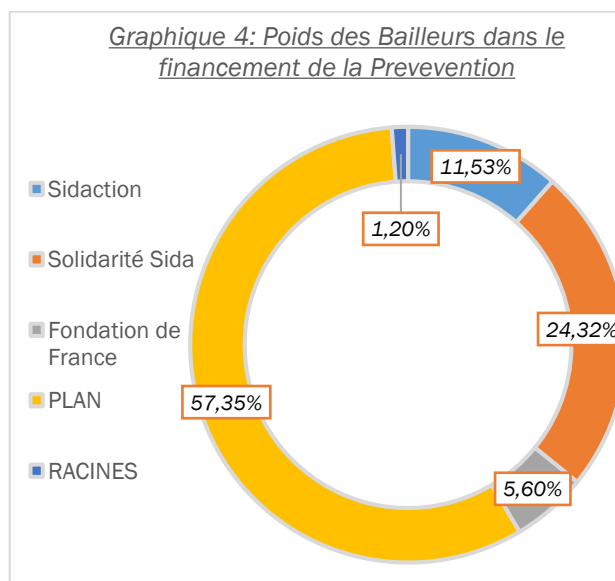
Graphique 2 : Poids (en FCFA et en %) des bailleurs dans le financement des activités



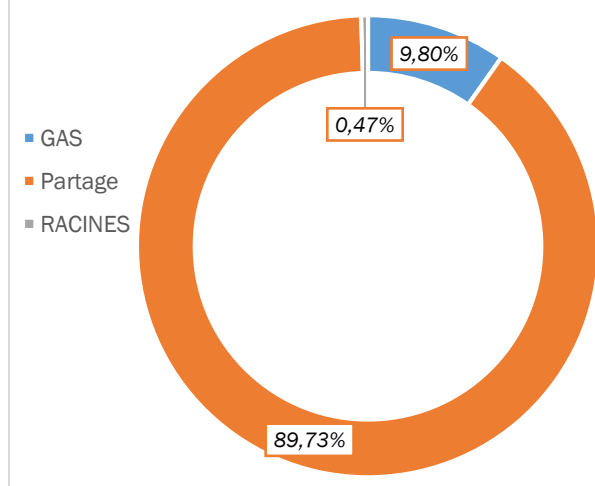
Graphique 3: Poids des Bailleurs dans le financement de la PEC des PVVih



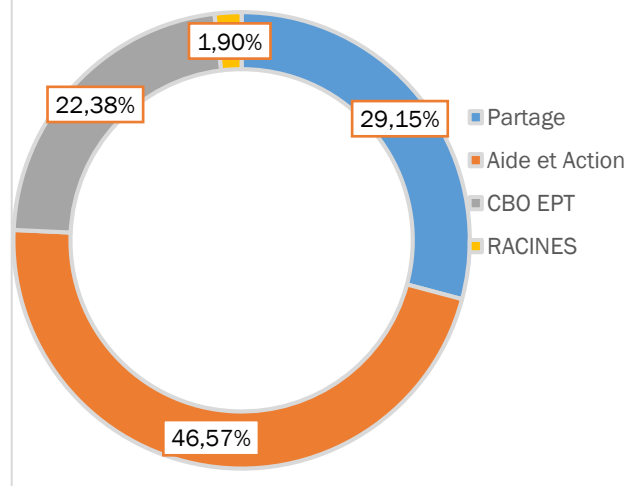
Graphique 4: Poids des Bailleurs dans le financement de la Prevevention



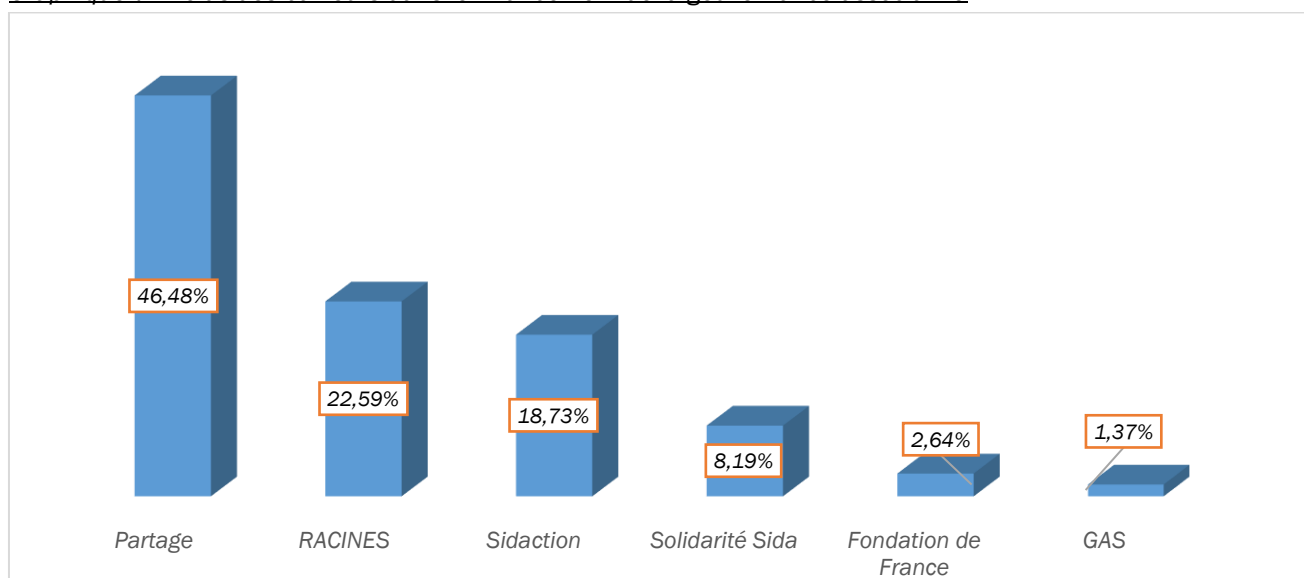
Graphique 5 : Poids des Bailleurs dans le financement de EFAE



Graphique 6 : Poids des Bailleurs dans le financement sur la gouvernance et droit



Graphique 7 : Poids des bailleurs dans le financement de la gouvernance associative



Graphique 8 : Evolution en FCFA du Budget annuel réel entre 2009 et 2018

